



**SOLIDARITÉ
AVEC LES MIGRANT·ES
EN MER !**

l'Alarm Phone, 3 ans d'activité

**EQUAL
RIGHTS
FOR EVERY
ONE!**

Antiracist Parade
+ commUNITY-Carnival
Sept 16th, 13:00
Berlin, Innenministerium

Antiracist Parade
+ commUNITY-Carnival
Sept 16th, 13:00
Berlin, Innenministerium

Antiracist Parade
+ commUNITY-Carnival
Sept 16th, 13:00
Berlin, Innenministerium

REFUGEES REFUGEES
WELCOME WELCOME

Antiracist Parade
+ commUNITY-Carnival

Photo: LiHU



Voilier lors de l'action « Ferries not Frontex » dans le détroit de Gibraltar, septembre 2016
Photo : privée



Manifestation dans le cadre du camp No Border de Thessalonique, juillet 2016
Photo : Moving Europe



SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT·ES EN MER !

l'Alarm Phone, 3 ans d'activité



Sur la bannière, on peut lire : « G20 : nous ne sommes pas tous là. Il manque les personnes noyées », lors des manifestations contre le sommet du G20 à Hambourg, juillet 2017
Photo : LiHU

TABLE DES MATIÈRES

10	INTRODUCTION
12	l'Alarm Phone, trois ans de désobéissance en mer
16	Chronologie des principaux événements en mer Méditerranée
20	DES ESPACES CONTESTÉS
22	Quelques cas mémorables de l'Alarm Phone
34	Les développements en Méditerranée centrale durant les deux dernières années
46	Du Maroc à l'Espagne et au-delà : des résistances collectives contre une coopération frontalière meurtrière
56	Retour en arrière dans la mer Égée : après l'accord UE-Turquie et le blocage de la route des Balkans, les îles de la mer Égée se sont transformées en prisons
70	ENTRETIENS AVEC DES MEMBRES DE L'ALARM PHONE ET DES PERSONNES PENDANT LEUR MIGRATION
72	L'histoire de Safinaz
76	Réfugiées en Égypte : se battre pour la dignité
79	Nous ne pouvions pas ignorer ça plus longtemps !
82	« J'apporte mon expérience au réseau » – Entretien avec un activiste de l'AP à Tanger
86	Asefaw et Kindscha parlent de leur engagement politique à Hanau
90	L'histoire de Bocar : « il n'y a pas de passages sûrs ! »
94	LE RÉSEAU DE L'ALARM PHONE ET SES PROJETS VOISINS
96	Un Alarm Phone dans le Sahara
102	Missing at the borders : personnes disparues aux frontières
110	Les coopérations de l'Alarm Phone : construire un grand réseau autour de la Méditerranée – L'exemple de Moonbird
116	BOZA Tracks – Chanter contre les frontières
124	De la dissuasion à la non-assistance, jusqu'à la fermeture violente des frontières maritimes de l'UE
128	PERSPECTIVES
130	Dans quelle société voulons-nous vivre !?
147	Réseaux / Remerciements / Dons / Glossaire
152	Mentions légales



Introduction

Le camion « Ferries not Frontex » lors de la manifestation We'll Come United à Berlin le 16 septembre 2017
Photo: Mazlum Demir

Introduction

l'Alarm Phone, trois ans de désobéissance en mer

Maurice Stierl

Le 25 juin 2017, comme souvent auparavant, l'Alarm Phone reçoit un message du Père Mussie Zerai. On lui a signalé qu'un bateau transportant une centaine de personnes est en détresse. Ces dernières ont embarqué à Khoms, en Libye, et se trouvent à une distance éloignée de la zone où opèrent les ONG humanitaires. Malgré de multiples tentatives, nous n'arrivons pas à joindre ces personnes par téléphone. Mais nous pouvons tout de même recharger leur téléphone satellite afin qu'elles puissent communiquer avec le monde extérieur – ce qu'elles font, puisque leur crédit téléphonique que nous pouvons suivre diminue. Nous en informons d'abord le Centre de coordination maritime et de sauvetage italien (MRCC) à Rome, puis nous contactons Moonbird, la mission de reconnaissance aérienne lancée par l'ONG Sea-Watch et l'Initiative des pilotes humanitaires (HPI). Nous leur transmettons les coordonnées GPS du bateau et ces derniers promettent de faire une recherche dans la zone en question. Peu après, l'avion de l'ONG décolle et repère le bateau. Les coordonnées actualisées du bateau nous sont ensuite communiquées, ainsi qu'aux autorités. Quelques heures plus tard, nous recevons la confirmation que le bateau a bien été secouru.

Ce cas de détresse fait partie des 1840 cas dont WatchTheMed Alarm Phone s'est occupé durant ses trois premières années d'activité. Ce cas, comme beaucoup d'autres, illustre un nouveau type d'activisme dans lequel une myriade d'acteurs, certains ne se connaissant même pas, parviennent à former ensemble une chaîne complexe de solidarité pour intervenir toujours plus rapidement en faveur de celles et ceux qui traversent les frontières maritimes. Le Père Zerai, bien connu des communautés et des diasporas d'Afrique de l'Est, a d'abord reçu un message de détresse d'un bateau et a prévenu une de nos nombreuses équipes de permanence, présentes en Europe, en Turquie et en Afrique

du Nord. Alors que la plupart des navires de sauvetage ainsi que les ONG étaient hors d'atteinte, nous avons pu mobiliser l'équipe de Moonbird, basée à Malte, pour faire une recherche aérienne. Que ce soit sur terre ou dans le ciel, de nouvelles alliances émergent pour aider des personnes à exercer leur liberté de circulation et leur droit d'arriver à destination en toute sécurité. Ces solidarités ne se sont pas formées du jour au lendemain, mais sont fondées sur un engagement et des échanges continus sur le terrain, envers et contre toutes les frontières européennes.

L'Alarm Phone a célébré sa troisième année d'activité le 11 octobre 2017, quatre ans après un tragique naufrage dans lequel 260 personnes ont perdu la vie, ou plus précisément ont été abandonnées à leur sort. Les autorités italiennes et maltaises avaient connaissance de la localisation du bateau, ainsi que de son état de détresse, mais elles firent intentionnellement durer les procédures de sauvetage et sont donc directement responsables de cette horrible tragédie. Durant ces trois dernières années, nous avons été témoins de transformations dramatiques : avec, d'abord, des traversées d'une ampleur sans précédent en 2015, lorsque plus d'un million de personnes ont survécu à leur voyage en mer et marché à travers l'Europe ; puis, les tentatives violentes pour fermer la route des Balkans et dissuader la migration par la mer Egée en 2016 ; enfin, la criminalisation cynique en 2017, avec des campagnes de délégitimation à l'encontre des ONG menant des opérations de recherche et de sauvetage en mer. Durant tout ce temps, le nombre de mort-es en Méditerranée n'a cessé d'augmenter. Plus de 11 000 décès ont officiellement été enregistrés pendant cette période, mais le nombre réel de vies perdues reste inconnu.

Nous sommes désormais confrontées à une période de répression, à ce que l'on pourrait qualifier un « retour en arrière » du régime frontalier européen. En réaction aux ruptures massives de ses frontières, particulièrement en 2015 et au début de l'année 2016, nous voyons à quel point l'UE et ses États membres créent et renforcent des obstacles cyniques à la circulation – qu'il s'agisse de stratégies d'externalisation des frontières ou bien d'intensification de la coopération avec des régimes dictatoriaux, en passant par la criminalisation d'organisations engagées dans le sauvetage en mer et la militarisation de la Méditerranée, tout en maintenant le régime de Dublin et les expulsions forcées à l'intérieur des territoires de l'Union Européenne. Tandis que certains applaudissent ces mesures

12

13

répressives, d'autres acteurs sociétaux, souvent politisés par les événements des dernières années, se mobilisent contre elles – l'époque actuelle se caractérise par une polarisation croissante de la société.

Dans ce climat de répression et d'incertitude, mais aussi en ces temps de soulèvements collectifs, de mobilisations et de luttes, nous continuerons notre travail : la documentation, la mise en réseau et l'intervention. Sur des zones frontalières contestées, les architectes et les praticien-nes du régime frontalier européen tentent de chasser les acteurs non-gouvernementaux qui soutiennent la mobilité humaine. Ils cherchent à (re)créer un espace maritime vide, dans lequel leurs actions ne seraient pas observées, où la violence induite par les frontières pourrait être perpétrée sans être vue et où la mort de milliers de personnes ne recevrait aucune attention, en toute impunité. Il demeure donc crucial de maintenir notre capacité à observer, à écouter et à agir « en désobéissant » dans ces espaces.

Nous savons que les humains continueront à migrer, malgré la reprise de mesures répressives, les frontières et les routes dangereuses. Dans la tourmente de notre époque, faite de conflits, de guerres et d'exploitation économique, les raisons de ces mouvements transfrontaliers sont nombreuses – il y a tout simplement beaucoup de personnes qui veulent ou qui doivent fuir. Lorsque des centaines de personnes parviennent à passer les clôtures des enclaves espagnoles au Maroc, ou bien lorsqu'elles arrivent au sud de l'Espagne en bateau en criant « *boza!* », lorsque des bateaux arrivent sur les îles grecques malgré l'accord entre la Turquie et l'UE, ou encore lorsque des milliers de personnes réussissent à échapper à des conditions inhumaines en Libye pour arriver en Italie, elles nous montrent que la migration trouve toujours une voie malgré la répression. Cette force et ces luttes nous inspirent dans notre activisme, cette ténacité démontre une réticence absolue de se soumettre à ce qui semble parfois être une machine invincible. Non seulement dans le pourtour méditerranéen, mais également beaucoup plus au sud et à l'est, dans les pays dit « d'origine », il existe des groupes et des communautés qui s'organisent pour faciliter et soutenir les mouvements transfrontaliers non-autorisés.

Tandis que l'UE construit des barrières, nous nous mobilisons le long des côtes de la Méditerranée pour créer des ponts. La valeur de l'Alarm Phone ne se réduit pas simplement au nombre d'appels de détresse reçus. Elle doit

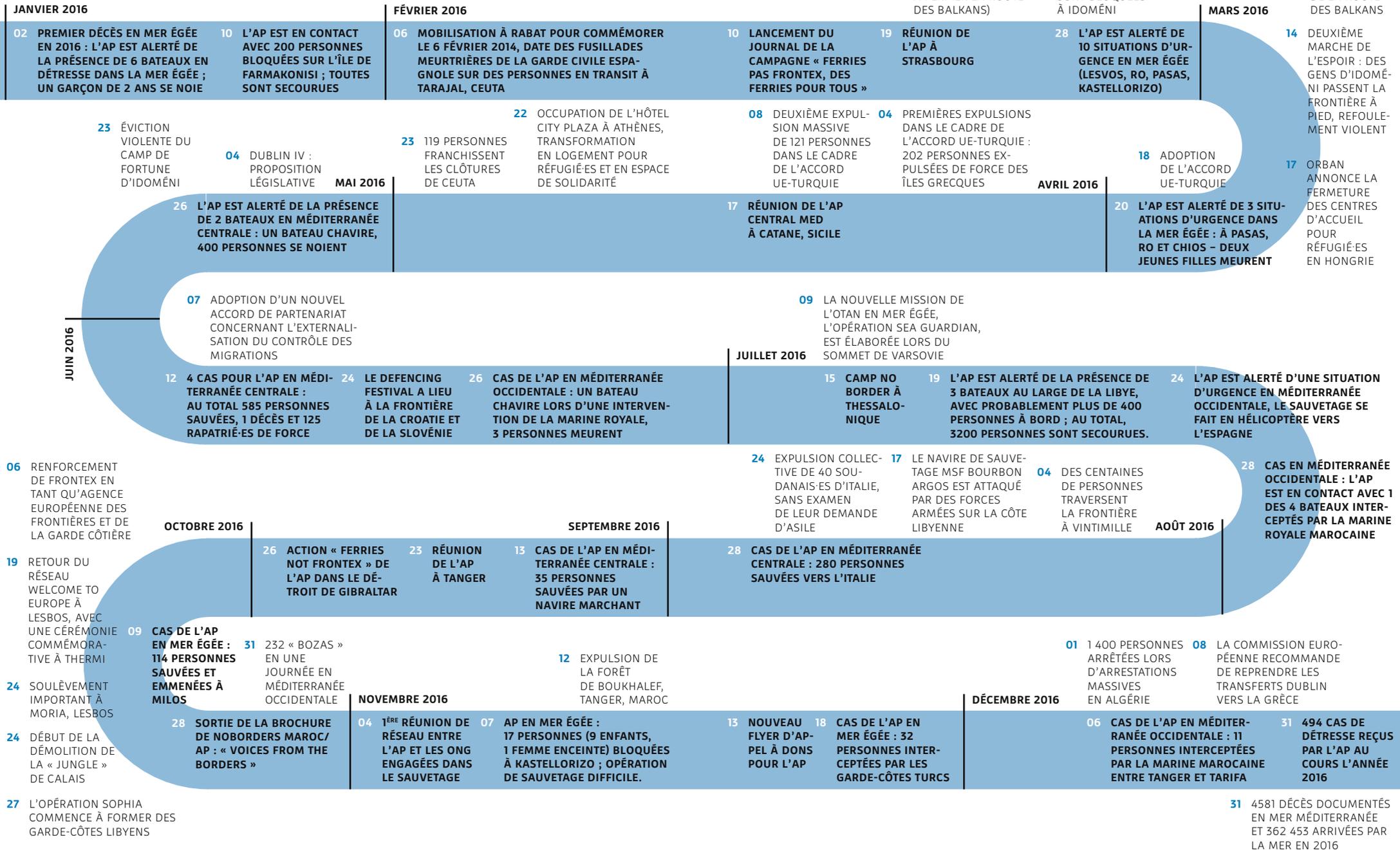
être mesurée à l'aune des initiatives, des réseaux et des projets soutenus ou aidés. Nous voyons la Méditerranée non comme une zone frontalière meurtrière, mais comme un espace de rencontre, de relation et de communauté. À côté de notre travail quotidien d'activisme téléphonique et de soutien aux personnes qui prennent la route, d'autres projets ont émergé : l'Alarm Phone du désert, le projet « *Missing at the Borders* » et *Boza Tracks*, qui sont également présentés dans cette brochure. De plus, nous avons lancé des campagnes publiques afin de dénoncer la situation dramatique en Méditerranée. À la fin du mois de septembre 2017, l'équipe tunisienne de l'Alarm Phone a ainsi organisé une grande conférence à Tunis où des communautés de migrant-es, des activistes et des ONG d'Afrique du Nord et d'ailleurs se sont réunis pour débattre ensemble autour du thème : « *Mouvements migratoires autour de la Méditerranée : réalités et défis* ». Au même moment, à Berlin, à plus de 1 500 kilomètres, une grande manifestation intitulée « *We'll Come United* » commémorait la Marche de l'espoir qui, il y a deux ans, parvenait à passer de nombreuses frontières européennes, initiant ainsi le « long été de la migration » et transformant le visage de l'Europe.

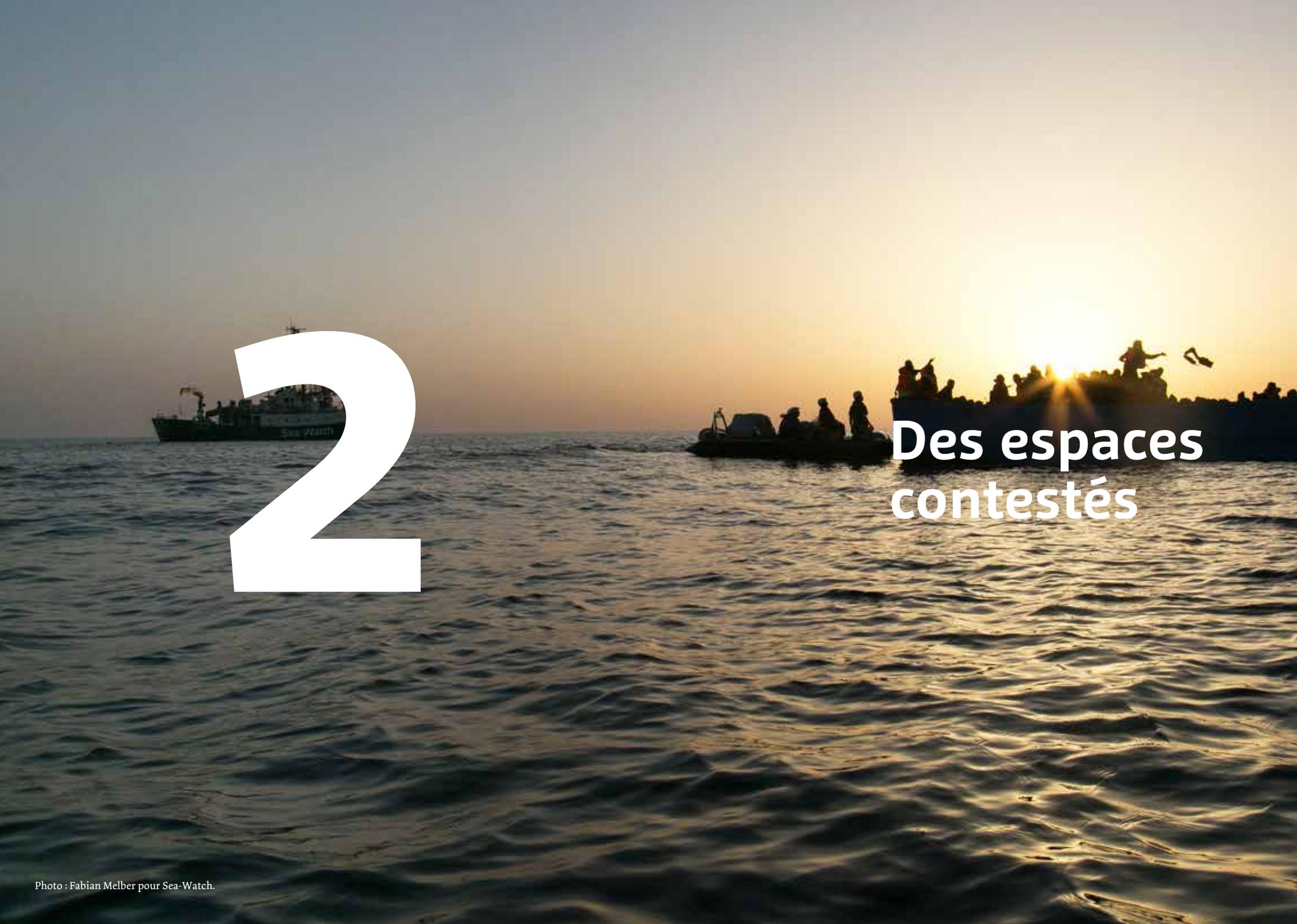
Tout comme le réseau de l'Alarm Phone lui-même, cette brochure est faite d'assemblages. Elle propose des analyses concernant les trois principales régions qui nous occupent, ainsi que des réflexions sur nos expériences les plus marquantes des trois dernières années. Elle contient des entretiens, où peuvent être entendues les voix de certaines de nos membres, ami-es, camarades, personnes de contact ou voyageuses et voyageurs rencontrés en situation de détresse. Elle propose une vue d'ensemble des différents réseaux et projets proches de l'Alarm Phone.

14

15

CONTINUONS D'AVANCER !
WATCHTHEMED ALARM PHONE



A large white number '2' is positioned on the left side of the image, partially overlapping the sea and the sky. The background shows a sunset over the ocean. On the left, a ship with 'Sea-Watch' written on its side is visible. On the right, a smaller boat is crowded with people, silhouetted against the bright sun. The water is dark with golden reflections from the setting sun.

2

**Des espaces
contestés**

Quelques cas mémorables de l'Alarm Phone

Maurice Stierl

Lorsque l'on doit faire face à plusieurs centaines de cas d'urgence en mer, il est difficile, voire impossible, de suivre ou de se rappeler ce qui s'est précisément passé dans chacun de ces cas, entre des centaines de canots pneumatiques accostant sur les plages des îles grecques, plusieurs dizaines de bateaux interceptés par les garde-côtes marocains et des milliers de personnes secourues au large des côtes libyennes. De plus, notre réseau est situé sur trois continents, les cas de détresse sont gérés par des équipes de permanence différentes ; ce dont certaines d'entre nous font l'expérience personnellement, d'autres n'en prennent connaissance qu'ultérieurement, à la lecture de nos rapports. Bien que nous gardions toutes des souvenirs distincts de situations difficiles qui, pour une raison ou une autre, sont restés marquants, plusieurs situations d'urgence font désormais partie de notre mémoire collective.

Parmi celles-ci, il y a les cas de pertes tragiques où les membres de notre réseau ont subi directement les conséquences violentes du régime frontalier de l'UE. Nous gardons en mémoire des exemples où des membres de notre réseau ont dû informer les parents et amis de la perte de leurs proches entre le Maroc et l'Espagne. Nous nous rappelons de voyageurs-euses nous ayant appelé pour demander de l'aide en mer Égée, après avoir été attaqués et incapables de poursuivre leur route. Nous nous souvenons de la situation la plus meurtrière que l'Alarm Phone ait connu, lorsqu'un bateau a chaviré dans la Méditerranée centrale, à côté de celui avec lequel nous étions en contact, et que notre interlocuteur a vu un bateau couler avec plus de 400 personnes à son bord.

22

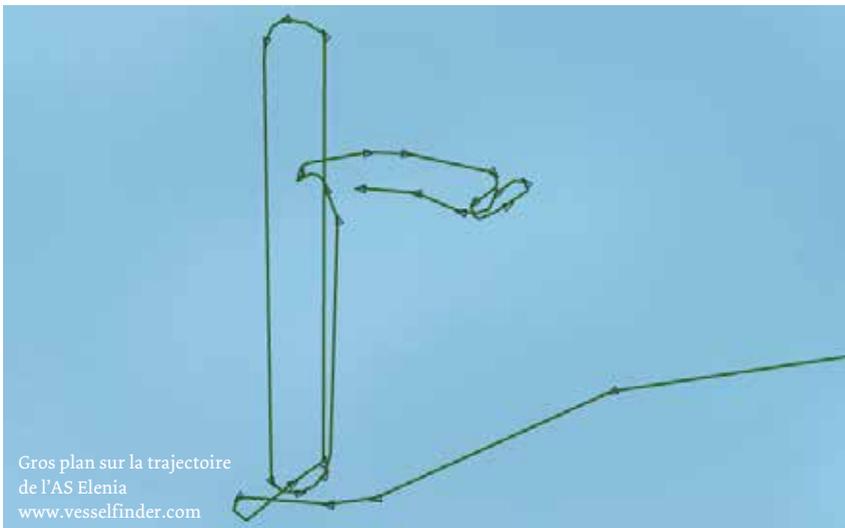
Le Moonbird repère enfin les boat-people
Photo : opération aéroportée Moonbird
www.sea-watch.org, www.hpi.swiss



Ces pertes et ces tragédies nous ont marquées, mais il y a également eu d'innombrables moments de joie et de soulagement, lorsque des personnes arrivent vivantes et crient « *boza !* » en Espagne, lorsque nous apprenons qu'un bateau disparu a finalement été retrouvé, lorsque les moteurs se rallument et que les bateaux se remettent en marche, ou bien lorsqu'après des heures d'attente, des voyageurs-euses nous informent avec joie qu'un bateau de sauvetage vient à leur rencontre. S'il n'est pas possible de rendre compte de tous ces cas, ni même à ceux qui restent particulièrement gravés dans la mémoire collective de notre projet, nous voulons relater ici trois cas particulièrement mémorables, dans chacune des trois régions méditerranéennes.

Le week-end de Pâques en Méditerranée centrale, avril 2017

La week-end de Pâques a été marqué par l'une des plus importantes opérations de recherche et sauvetage (SAR) menées en Méditerranée ces dernières années, avec plus de 8 000 personnes sauvées entre le vendredi 14 et le dimanche 16 avril 2017. L'Alarm Phone a été impliqué dans deux cas de détresse et a pu être témoin de l'insuffisance des efforts de sauvetage déployés par les autorités de l'UE, mais aussi de la contribution cruciale des ONG qui permettent d'empêcher de nombreux décès. Dans l'un des deux cas, nous avons pu parler régulièrement aux gens qui se trouvaient sur le bateau, un groupe d'environ 100 personnes, sur une période de plus



24

25

de 12 heures, avant de perdre le contact. Nous avons transmis leurs appels et leurs demandes de sauvetage aux autorités responsables et nous les avons soutenus tout au long de cette période difficile. La situation était désastreuse et nécessitait une intervention immédiate, mais les secours n'étaient pas en vue et ces personnes sont restées dans une situation extrêmement dangereuse pendant une journée et demie.

C'est le samedi matin que Mussie Zerai avait informé notre équipe de permanence d'un bateau parti la veille de Khoms, en Libye. Les autorités italiennes avaient signalé qu'une opération de recherche et sauvetage était en cours, bien que la présence de bateaux de sauvetage dans cette zone ne puisse pas être vérifiée par le biais des sites internet surveillant le trafic maritime. Au cours des heures suivantes, nous avons régulièrement été en contact direct avec ces personnes. Elles étaient inquiètes et anxieuses, au bout de toute une nuit passée en mer. Sur une centaine de voyageurs-euses à bord, il y avait une vingtaine d'enfants ainsi qu'une dizaine de femmes. Dans son livre de bord, notre équipe de permanence notait : « 11h34 : nouvel appel du bateau, grande nervosité [...] Les gens nous disent que le bateau est en très mauvais état, qu'ils sont obligés d'écoper de l'eau, mais que la situation s'aggrave, l'eau entre et il n'y a plus beaucoup d'essence, ils me suppliaient très fort de les aider, je leur ai dit qu'un bateau était à leur recherche. »

Au cours des heures qui ont suivi, nous avons rechargé le crédit de leur téléphone satellite et reçu leurs nouvelles positions GPS que nous transmettions au MRCC Rome. Ne voyant aucun sauvetage arriver, nous avons contacté l'ONG de sauvetage en mer Sea-Watch, ainsi que l'Initiative suisse des pilotes humanitaires (HPI) pour savoir s'ils pouvaient lancer une opération de recherche avec leur avion Moonbird. L'avion a décollé et a commencé à fouiller la région dans l'après-midi. Plus tard, les personnes du bateau nous ont informé qu'il n'y avait « pas d'avion à proximité, mais un bateau très loin, demandez-leur de nous aider s'il vous plaît ! » D'après plusieurs sites internet permettant de suivre le trafic maritime, il s'agissait probablement du vraquier AS Elenia. À 16h33, les personnes ont crié : « nous voyons l'avion, nous voyons l'avion », mais l'équipage du Moonbird ne les avait pas encore repérés. Nous pouvions voir l'AS Elenia se diriger

vers le bateau, et peu de temps après, le MRCC Rome a confirmé qu'une opération de sauvetage était en cours. À 17h30, Moonbird avait enfin repéré le bateau et pu transmettre la position GPS au MRCC de Rome. Avant de rentrer à Malte, les pilotes ont signalé la position du bateau à l'équipage de l'AS Elenia, qui n'était pas en route directe vers le bateau en détresse. Par radio, ils l'ont incité à mener une opération de sauvetage, mais le capitaine hésitait.

Peu de temps après, les voyageurs-euses nous ont informé que l'AS Elenia était passé sans s'arrêter : « Le navire ne s'est pas arrêté, appelez-les, s'il vous plaît, aidez-nous, le navire s'en va et nous n'avons pas de carburant, nous ne pouvons pas suivre le navire. » Après avoir informé le MRCC qu'il nous semblait que l'AS Elenia tentait d'éviter l'opération de sauvetage, les personnes du bateau nous ont dit que l'AS Elenia revenait, mais pour disparaître peu de temps après. Vers 21h, le MRCC de Rome a affirmé avoir demandé à l'AS Elenia de retourner une fois de plus vers le bateau. Nous avons noté dans notre journal de bord : « 21h52 : [Les gens du bateau] ont décroché le téléphone, ils crient (difficile à comprendre), ils disent qu'ils sont en danger et que le grand bateau est à côté d'eux mais que le sauvetage n'a pas encore commencé. Je leur ai dit de ne pas paniquer et d'essayer de garder leur calme et de me rappeler si les choses changeaient. »

Ce fut notre dernier échange direct avec eux. Par la suite, aucun contact n'a pu être rétabli. Après minuit, le MRCC Rome nous a informé que le capitaine de l'AS Elenia ne mènerait pas d'opération SAR, mais qu'il resterait à proximité et fournirait de l'eau et de la nourriture aux gens sur le bateau. Le MRCC de Rome nous a informés que l'ordre avait été donné aux équipes de sauvetage en mer de mener l'opération le lendemain matin. Après des heures d'échanges avec les autorités, Malte a finalement confirmé le sauvetage du bateau le lendemain à 13h37. Les personnes impliquées dans cette épreuve sont restées en mer pendant plus d'une journée et demie. Pendant plus de 24 heures, leur cas de détresse était connu, mais elles ne pouvaient être secourues car aucun navire équipé pour une telle opération n'était disponible. En ce sens, cet exemple illustre comment, malgré les efforts de coordination déployés par le MRCC Rome, le

26

27

nombre d'équipements de sauvetage présents dans la région était tout à fait insuffisant.

Cette absence de moyens de sauvetage dans la zone la plus dangereuse de la région frontalière la plus meurtrière du monde n'est cependant pas une coïncidence. Elle ne peut pas non plus être simplement attribuée à une situation particulièrement exceptionnelle, étant donné que le départ simultané de dizaines de bateaux des côtes libyennes est, depuis plusieurs mois, un événement relativement fréquent. C'est plutôt le résultat de décisions politiques précises prises par l'UE et ses États membres, privant d'abord les voyageurs-euses de la possibilité légale d'entrer en Europe, et les forçant ainsi à prendre la mer, pour ensuite limiter consciemment la présence de moyens de sauvetage, en espérant que la mort massive de ces personnes agisse comme un facteur dissuasif. Si cette « tactique » a, dans le passé, conduit à des pertes massives en mer – notamment à l'occasion de l'un des naufrages les plus meurtriers jamais enregistrés en Méditerranée, deux ans plus tôt exactement, faisant plus de 1 200 morts en moins d'une semaine – les efforts inlassables des acteurs et militantes de la société civile ont joué un rôle crucial pour éviter qu'un tel scénario ne se reproduise. À la fin de la semaine de Pâques 2017, ils ont réussi à faire en sorte que les voyageurs-euses que nous soutenions, et des milliers d'autres, puissent survivre miraculeusement.

Voir notre rapport complet et notre déclaration en anglais :

<https://alarmphone.org/en/2017/04/21/>

[constructing-a-deadly-void/?post_type=release_type=post](https://alarmphone.org/en/2017/04/21/constructing-a-deadly-void/?post_type=release_type=post)

ainsi qu'un article du quotidien *The Guardian* sur ce cas :

<https://www.theguardian.com/world/2017/apr/21/refugees-stranded-mediterranean-dinghy>

Violente opération de refoulement en mer Égée, juin 2016

Le samedi 11 juin 2016, à 3h59 du matin, l'Alarm Phone a reçu un appel d'urgence d'un bateau situé entre la ville de Çeme et l'île de Chios dans la mer Égée : « Nous sommes environ 53 réfugiés de Syrie, d'Érythrée, d'Irak et quelques personnes d'autres pays, nous sommes en détresse sur un petit bateau. Il y a 14 enfants avec nous et 3 personnes âgées. » À 4h05 du matin, ces personnes sont de nouveau en contact avec notre équipe de



Image transmise par les réfugiés, les montrant d'abord sur leur bateau avec les garde-côtes grecs à l'arrière, puis sur le navire des garde-côtes turcs.
Photo : privée



permanence et précisent : « Les garde-côtes turcs nous suivent. » À 4h41 du matin, elles signalent qu'elles ont échappé aux garde-côtes turcs et, à 4h52 du matin, elles nous disent qu'elles ont atteint les eaux grecques et que les garde-côtes grecs les ont repérés. Quelques minutes plus tard, elles envoient une photo d'elles-mêmes sur le navire des garde-côtes grecs. « Les garde-côtes disent que nous sommes en sécurité. Ils disent que nous sommes arrivés en Europe et qu'ils nous amèneront sur l'île. »

Plus tard, l'une des personnes du bateau se rappelle d'une deuxième conversation : « Nous leur avons dit que nous voulions l'asile en

Grèce. On ne pouvait rien leur dire de plus. Ils ne nous ont pas permis de parler. Nous voulions leur dire que nous nous étions échappés de Turquie où nous n'étions pas en sécurité. Il y avait 5 officiers sur ce bateau grec et il y avait deux autres bateaux : un du Portugal, je pouvais reconnaître un pavillon portugais, et un autre grand bateau blanc, nous ne savions pas d'où il était [d'après la photo envoyée, il s'agissait d'un bateau Frontex de Roumanie]. Notre position à ce moment-là était 38.2602140, 26.1657840. »

À 5h22 du matin, nous avons reçu un autre message : les personnes n'avaient pas été amenées sur l'île grecque, mais avaient été remises aux

garde-côtes turcs. « Ils ont menacé de nous tirer dessus si nous n'allions pas vers le bateau turc. Le chef des garde-côtes grecs a dit en anglais, et cela devait être ensuite traduit pour tout le monde : 'Dites-leur que je vous tuerais si vous revenez.' » Ainsi que nous devions l'apprendre plus tard dans la journée, les voyageurs-euses avaient été ramenés au port de Çeme et se trouvaient désormais en détention.

Ces scènes dramatiques de *push-back*, c'est-à-dire d'expulsion collective et illégale d'« étrangers », se sont déjà produites à de nombreuses reprises dans la mer Égée. Comme dans le cas présenté ici, les individus et les groupes touchés n'ont pas « simplement » été renvoyés de force en Turquie, mais ils ont fait le récit d'attaques brutales et cyniques menées par des unités spéciales issues de la garde-côtière grecque, souvent masquées et armées, qui les ont parfois maltraités physiquement, leur ont retiré essence et moteurs, ont parfois même percé leurs bateaux, laissant ces personnes dans l'obscurité et dans une situation potentiellement mortelle.

Ce cas de *push-back* en juin 2016 met non seulement en lumière des violations bien coordonnées des droits humains dans la mer Égée, mais démontre également l'implication directe de l'UE, par la présence de Frontex. Il s'agit d'un cas rare – l'agence européenne des frontières est connue pour prendre ses distances vis-à-vis des critiques lorsqu'il est question de son implication dans de graves violations des droits humains. En réponse à ses allégations, l'agence Frontex a d'abord laissé entendre qu'elle était en train de recueillir des renseignements sur l'incident et qu'elle ne pouvait donc pas faire d'autres commentaires. Plus tard, Frontex a laissé entendre, à tort, que l'incident avait eu lieu dans les eaux territoriales turques « et par la suite à la frontière ». En outre, elle a affirmé que le transfert des personnes vers le navire turc avait été effectué pour des « raisons de sécurité » – là encore, un mensonge éhonté.

Menacées par des armes pointées sur leur tête, les personnes ont été contraintes de retourner en détention, s'exposant au risque d'expulsions en chaîne depuis la Turquie, alors qu'elles avaient demandé l'asile en Grèce. Des personnes fuyant la guerre et la mort ont été dupées : on leur a d'abord promis le sauvetage et la sécurité en Europe, alors qu'en réalité, les autorités avaient apparemment pris des dispositions pour les renvoyer

en Turquie où elles craignaient d'être persécutées. Nous, membres de l'Alarm Phone, avons fermement dénoncé ce jeu inhumain que l'Europe continue de jouer avec des vies en danger dans la mer Égée. Nous avons condamné l'opération illégale de refoulement menée par les garde-côtes grecs en présence des bateaux Frontex.

Pour le rapport complet, voir :

<http://watchthemed.net/reports/view/521> und unsere Erklärung hier: https://alarmphone.org/en/2016/06/15/watchthemed-alarm-phone-denounces-illegal-push-back-operation-with-frontex-present/?post_type_release_type=post

ainsi qu'un article publié dans le quotidien TAZ :

<http://www.taz.de/!5310727/>

Groupe de onze personnes secourues en Méditerranée occidentale, juillet 2017

Le mardi 11 juillet 2017, à 6h du matin, nous avons reçu un appel concernant un groupe de personnes se trouvant sur un zodiac sans moteur. Elles essayaient d'avancer en payant du Maroc à l'Espagne. Selon notre interlocuteur, elles étaient parties vers 1h du matin de Tanger et se trouvaient désormais en détresse. Nous les avons immédiatement contactées et elles nous ont dit qu'il y avait 11 personnes sur le bateau, dont 2 femmes, et qu'elles avaient besoin d'aide de toute urgence. Une personne sur le bateau nous a dit que ce groupe était en mer depuis environ 5 heures. Nous avons immédiatement contacté l'organisation espagnole de sauvetage en mer, le Salvamento Marítimo (SM). Celui-ci a promis de faire son possible. Nous avons ensuite essayé d'appeler ces voyageurs-euses pour leur dire que le SM les cherchait, mais nous ne pouvions plus les joindre.

À 6h41 du matin, notre interlocuteur sur le bateau a rappelé, nous demandant de l'aide de toute urgence et nous informant que le groupe pouvait désormais voir un bateau de pêche blanc. Nous avons à notre tour rappelé le SM pour apporter ces précisions. Celui-ci nous a répondu qu'il avait bien essayé de joindre les personnes, mais sans succès. Nous avons donc rappelé les personnes en leur demandant de contacter directement le SM. À 7h50 du matin, celles-ci nous ont donné des informations plus détaillées concernant ce bateau de pêche, mais nous n'arrivions pas à comprendre si elles avaient appelé ou non les autorités espagnoles. Pendant

ce temps, nous pouvions voir sur Marine Traffic, un site permettant de suivre en direct le trafic maritime, qu'un hélicoptère du SM et un navire étaient à la recherche du bateau.

À 9h30, le SM nous a annoncé que la marine marocaine avait secouru un bateau avec 11 personnes à son bord et que la mission de recherche était terminée. Quelques minutes plus tard, nous avons cependant découvert qu'il s'agissait d'une erreur – les personnes du bateau nous ont assuré qu'elles n'avaient toujours pas été secourues. Nous avons donc informé le SM que « notre » bateau attendait encore d'être secouru. Vers midi, le SM a débuté une nouvelle mission de recherche et a cette fois-ci trouvé le bateau. À 12h42, les voyageurs-euses nous ont confirmé que le SM les avait pris en charge. Par la suite, nous avons trouvé un article sur Facebook faisant probablement référence à ce cas. Il était écrit que le SM avait secouru 11 personnes qui allaient arriver à Tarifa vers 14h20. Comme dans beaucoup d'autres cas de « boza », c'est grâce à leur incroyable ténacité que ces personnes ont survécu, en pagayant vers une vie meilleure au risque de leur vie.

Voir le rapport :

<http://www.watchthemed.net/index.php/reports/view/675>

32



Les développements en Méditerranée centrale durant les deux dernières années

Conni Grenz, en collaboration avec Sarah Slan et Johanna Lier

La plupart des traversées maritimes de réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe ont lieu entre la Libye et l'Italie. Les réfugiés sont forcés d'embarquer sur des bateaux surchargés et qui ne sont pas aptes à naviguer, cette route est donc la plus dangereuse. Sans les bateaux des ONG engagées dans la recherche et le sauvetage (ONG-SAR), le nombre de décès serait bien plus élevé car les garde-côtes officiels n'ont pas suffisamment de capacités. Jusqu'à récemment, les garde-côtes italiens restaient délibérément loin de la côte libyenne, et les forces européennes de Frontex et les opérations militaires EUNAVFOR Med focalisaient leurs efforts sur la réduction du nombre de traversées en combattant les passeurs.¹ Il n'y a pas d'unité au sein de la garde côtière libyenne, mais des formations multiples, autonomes, dans lesquelles certains opèrent comme passeurs.

L'augmentation du nombre de mort-es

À l'automne 2015, le nombre de traversées via la Méditerranée centrale a chuté en raison des conditions météorologiques et de l'ouverture de la route des Balkans par les réfugiés. Cette chute dans les chiffres n'était pas le résultat d'une « lutte réussie contre les passeurs », cela est devenu évident lorsque les statistiques sont remontées à 10 000 traversées au

début du mois décembre. Rien qu'autour du week-end de Noël, plus de 2 200 réfugiés avaient été sauvés.

Début février 2016, les frontières le long de la route des Balkans sont fermées les unes après les autres, et le 18 mars 2016 l'accord UE-Turquie est mis en place. Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, le nombre de traversées de la Libye vers l'Italie s'est remis à augmenter. Néanmoins, parmi les réfugiés secourus, seule une minorité venait de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan ; cela signifie qu'un petit nombre seulement faisait partie du groupe des réfugiés essayant de rejoindre l'Europe via la route des Balkans. La grande majorité des traversées depuis la Libye était et est toujours effectuée par des personnes venant d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Bangladesh.

L'Alarm Phone a reçu de nombreux appels venant de personnes en détresse sur la route de la Méditerranée centrale. Dans de nombreux cas, le père Mussie Zerai, un prêtre Érythréen qui vit en Europe, nous mettait en lien avec elles. En voyant l'augmentation du nombre de mort-es et les mesures de dissuasion plus strictes de l'UE, nous avons débuté la campagne « Des ferries pour toutes et tous » au printemps 2016.² L'Alarm Phone a également pris part à des actions pour commémorer la mort de plus de 1 200 personnes qui se sont noyées en l'espace d'une semaine en avril 2015. Un an plus tard, le 18 avril 2016, plus de 500 personnes se noyaient près de la côte italienne. Leur bateau avait chaviré pendant que les passagers essayaient de passer sur un autre bateau.³

L'Alarm Phone a été impliqué dans un cas similaire le 26 mai 2016 : des réfugiés sur trois bateaux différents commençaient à se trouver en détresse au sud de la Méditerranée. Le bateau d'où venait l'appel transportait plus de 500 personnes et remorquait les deux autres bateaux. L'un d'entre eux, transportant également près de 500 personnes, avait commencé à chavirer. Certaines personnes ont pu nager vers l'autre bateau, tandis que d'autres ont réussi à rester à flot jusqu'à l'arrivée des secours. Cependant, en raison de la réaction tardive de garde-côtes, plus de 400 personnes se sont noyées.⁴

Le 29 août 2016, plus de 5 500 personnes ont été sauvées. Certaines avaient fui du Maroc vers la Libye pour tenter de rejoindre l'Italie. Lors de la réunion de l'Alarm Phone à Tanger en septembre 2016, nous avons

34

35

discuté avec des personnes ayant fait l'expérience des difficultés rencontrées sur les voies terrestres entre l'Afrique subsaharienne et la Libye. Nous avons également commencé à envisager la mise en place d'un « Alarm Phone Sahara » – un numéro de téléphone d'urgence pour les réfugiés voyageant d'Afrique de l'Ouest vers la Libye, en traversant le désert (voir l'article correspondant dans cette brochure).

Financer la violence

Contrairement aux années précédentes, à l'automne 2016, il y eut une augmentation des traversées entre la Libye et l'Italie. Rien qu'en octobre, le nombre de réfugiés a atteint un pic de 27 384 et de nombreux décès ont fait passer le nombre de morts à 1 000 en un mois seulement. L'Alarm Phone a, par conséquent, intensifié sa coopération avec certaines des ONG-SAR. Ensemble, nous avons réclamé l'extension des opérations de sauvetage, mais aussi et surtout des passages sûrs et légaux vers l'Europe pour toutes et tous. Par ailleurs, face aux attaques croissantes contre les ONG-SAR, l'action coordonnée est devenue plus importante que jamais.

Dans la nuit du 21 octobre 2016, une opération de sauvetage de Sea-Watch 2 a été interrompue par un bateau de la garde côtière libyenne. Des membres de l'équipage libyen ont sauté à bord du bateau surpeuplé de réfugiés et ont commencé à attaquer les passagers, provoquant une panique généralisée. La plupart des 150 personnes sont tombées à l'eau, une trentaine d'entre elles se sont noyées.⁵ En août 2016, une attaque sur un bateau de sauvetage de MSF s'était déjà produite et en septembre de la même année, deux membres de l'équipage du Sea-Eye avaient temporairement été arrêtés par une milice libyenne.

Au même moment, le 26 octobre 2016, deux bateaux de l'opération Sophia-EUNAVFOR Med ont entamé un programme de formation de trois mois pour 78 membres d'une unité de garde-côtes libyenne, sous l'autorité directe du gouvernement de Sarraj à Tripoli. Leur objectif officiel est de permettre aux garde-côtes libyens de sécuriser leurs eaux territoriales. En réalité, il s'agit de s'assurer que les réfugiés sont capturés au large des côtes libyennes et ramenés à terre, les bateaux de l'UE n'y étant pas autorisés.

Au cours du même mois, la chancelière allemande Merkel s'est rendue au Mali, au Niger et en Éthiopie dans le cadre de son « tour de l'Afrique ». Son objectif officiel était de lutter contre les « causes profondes de la migration » et elle a promis, entre autres, au gouvernement nigérien 27 millions d'euros pour lutter contre la « migration irrégulière ». Dans les mois qui ont suivi, un certain nombre de véhicules ont été confisqués et des passeurs présumés ont été arrêtés. Pour les réfugiés, ces mesures signifiaient qu'ils-elles devaient désormais emprunter des itinéraires encore plus risqués à travers le désert et que les prix des passeurs augmentaient.

La situation en Libye

En janvier 2017, les membres d'Alarm Phone ont rencontré des ONG-SAR et des activistes libyens à Tunis. La situation politique et économique en Libye s'est encore détériorée en raison des combats entre les gouvernements et les différentes milices. Les affrontements violents font partie de la vie quotidienne. Le trafic d'humains et de marchandises, l'exploitation des migrants et l'organisation de traversées maritimes dans des bateaux surpeuplés et inaptes à la navigation sont devenus la seule source lucrative de revenus pour de nombreuses personnes. Parfois, différentes fractions de la garde côtière libyenne coopèrent avec des passeurs et des miliciens, ce qui complexifie le travail des ONG-SAR qui ne savent pas à qui elles ont affaire en mer.

L'Alarm Phone a également reçu des appels de détresse de migrants bloqués en Libye, mais malheureusement, il est presque impossible de les soutenir : même de grandes organisations humanitaires ne peuvent pas y travailler sans risquer la vie de leurs membres. Et bien que l'OIM organise le rapatriement de réfugiés dans leur pays d'origine depuis la Libye, les routes sont généralement trop dangereuses pour être traversées. Pour les réfugiés, il existe un risque élevé d'enlèvement et de détention dans des camps, où les personnes sont maltraitées, rackettées et même tuées. L'ambassade d'Allemagne à Niamey, la capitale du Niger, a rapporté dans une note diplomatique des violations extrêmement graves et systématiques des droits humains en Libye. Les photos et les vidéos prises dans les soi-disant prisons privées de Libye montrent des

conditions similaires à celles de camps de concentration.⁶ Les réfugié-es n'ont donc souvent qu'un seul choix : mettre leur vie entre les mains des passeurs et tenter d'atteindre l'Europe par la mer. Un réfugié rescapé à bord du bateau *Iuventa*, appartenant à l'organisation allemande *Jugend rettet*, a déclaré : « On savait qu'on risquait notre vie, mais on s'en fichait : on ne pouvait pas rester en Libye une seconde de plus. »

Une déclaration a toutefois été adoptée lors d'une réunion de l'UE à Malte le 3 février 2017, visant notamment à créer « des capacités et des conditions d'accueil adéquates pour les migrant-es en Libye. »⁷ Jusqu'à présent, les opérations de *push-back* systématique ont échoué en raison du manque d'unité au sein du gouvernement libyen. En outre, la proposition de l'UE d'emmener les réfugié-es intercepté-es devant la côte libyenne dans des camps en Tunisie, en Égypte ou même en Algérie et au Maroc, a été rejetée par les gouvernements respectifs. Avec les activistes de ces pays, nous devons exercer ensemble une pression continue sur les autorités et exploiter leurs intérêts divergents : si les dirigeants corrompus des pays africains de transit et d'origine sont intéressés par les ressources de l'UE et les envois de fonds des réfugié-es ayant rejoint l'Europe, ils ne sont toutefois pas intéressés par l'accueil de réfugié-es venant d'autres pays.

Criminalisation des ONG-SAR et capacités insuffisantes de sauvetage

Dans une interview avec le journal *Welt.de* en février 2017, le directeur de Frontex, Fabrice Leggani, a une fois de plus lancé une campagne de criminalisation contre les ONG-SAR. Il les a accusés de complicité avec les passeurs et a déclaré que « nous » devons veiller à ne plus soutenir le business des réseaux criminels et des passeurs en Libye en autorisant des bateaux européens à « ramasser » des migrant-es toujours plus près des côtes libyennes.⁸ En réponse, les ONG-SAR et l'Alarm Phone ont publié une déclaration commune rejetant ces allégations : « Les gens ne migrent pas à cause des réseaux de passeurs. Les réseaux de passeurs existent parce ces personnes doivent fuir. Seules des routes sécurisées et légales vers l'Europe peuvent mettre un terme au business des trafiquants. »⁹

Lors de la réunion de l'Alarm Phone à Palerme en mars 2017, nos

discussions avec des personnes concernées issues d'Afrique de l'Ouest nous ont aidé à mieux comprendre les dangers et les risques encourus par les réfugié-es en route vers et à travers la Libye. Elles nous ont expliqué qu'il est presque impossible de passer des appels depuis un bateau en détresse, dans la mesure où leurs téléphones sont confisqués lors de leur détention en Libye ou, au plus tard, juste avant de monter sur le bateau. Les rares personnes possédant un téléphone satellite à bord ne savent généralement pas s'en servir. Il est devenu de plus en plus difficile pour les réfugié-es d'avoir une quelconque influence sur les conditions de leur traversée. Les personnes sont obligées – parfois avec une arme pointée sur elles – de monter dans des bateaux surpeuplés, sans gilets de sauvetage ni suffisamment d'essence et de nourriture. Ces bateaux vont rarement au-delà des eaux territoriales libyenne, arrivent tout juste dans les eaux internationales et ne vont jamais jusqu'en l'Italie.

Au vu du nombre grandissant de départs en bateau depuis la Libye au printemps 2017, le manque de moyens des secours officiels est devenu de plus en plus évident. Les ONG ont souvent dû réaliser seules les opérations de sauvetage. Durant le week-end de Pâques, le bateau *Iuventa* a pris tellement de réfugié-es à son bord qu'il ne pouvait plus naviguer et a lancé lui-même un appel de détresse. C'est seulement au bout de plusieurs heures que d'autres bateaux civils de sauvetage et l'avion *Moonbird* – un projet conjoint de *Sea-Watch* et de l'Initiative des pilotes humanitaires – sont venus l'aider (voir à ce sujet l'article « Quelques cas mémorables de l'Alarm Phone »). Ni l'agence Frontex, ni la mission EUNAVFOR Med n'ont été repérées dans le secteur, une absence critiquée par les ONG. Ceci, bizarrement, a non seulement conduit Frontex à dire qu'elle n'avait jamais critiqué les organisations civiles de sauvetage en mer, mais également à réclamer des passages légaux vers l'Europe.¹⁰

38

39

Les revendications de l'Italie

En mai et juin 2017, le nombre de traversées en Méditerranée centrale est monté jusqu'à 23 000 par mois. Entre janvier et fin juillet 2017, presque 100 000 réfugiés sont arrivés en Italie. Face à cette situation, l'Italie a demandé qu'EUNAVFOR Med modifie ses consignes de déploiement et que d'autres ports européens acceptent également les bateaux de réfugiés. Au lieu de cela, une déclaration commune du Commissaire européen Avramopoulos et des ministres de l'Intérieur français, allemands et italiens était publiée le 3 juillet 2017 demandant un soutien accru des garde-côtes libyens, davantage de contrôles à la frontière sud de la Libye, plus d'expulsions avec l'aide de Frontex et un code de conduite pour les ONG-SAR. Ce code de conduite interdit, entre autres, de transférer les réfugiés secourus sur un autre bateau et exige la présence d'une police armée à bord des bateaux de sauvetage. Le 25 juillet 2017, l'UE a décidé de prolonger les missions d'EUNAVFOR Med jusqu'au 31 décembre 2018. L'Italie a reçu 100 millions d'euros supplémentaires pour l'admission de réfugiés et le déploiement de 500 officiers qui accéléreront les procédures d'asile et d'extradition en Italie.

Une demande émise par le gouvernement ouest-libyen de Sarraj, reconnu par l'UE, a semé la confusion. Ce dernier avait demandé une opération militaire en Libye qui devait débuter le 1er août 2017. Le maréchal

Khalifa Haftar, l'opposant de Sarraj en Libye de l'Est, l'a accusé de compromettre la souveraineté libyenne et a menacé d'attaquer tous les bateaux qui entreraient dans les eaux libyennes sans autorisation. Néanmoins, le 2 août 2017, le parlement italien a tout de même accepté la mission et a envoyé son premier bateau. Celui-ci n'était toutefois autorisé qu'à naviguer dans les eaux proches de Tripoli. L'équipage quant à lui n'était pas autorisé à renvoyer les réfugiés en Libye mais devait plutôt les remettre aux garde-côtes libyens. Dans le but de recevoir plus d'argent de l'UE, les garde-côtes libyens ont refoulé plus d'un millier de réfugiés en Libye en quelques jours au début de mois d'août.¹¹

Activités de l'extrême-droite et répression officielle

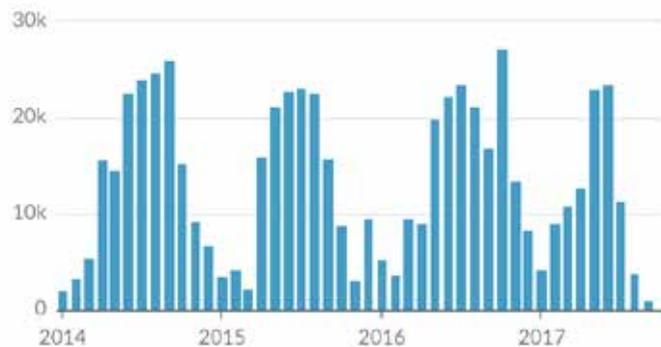
Des activistes de la droite radicale du mouvement identitaire ont commencé une campagne contre les ONG-SAR au printemps 2017. Ils ont affrété un bateau, le C-Star, et annoncé qu'ils attaqueraient des bateaux de sauvetage civils. Suite aux protestations véhémentes d'organisations de défense des droits humains et de réfugiés, ils ont changé leur stratégie déclarant qu'ils intercepteraient des réfugiés devant la côte libyenne pour les remettre aux libyens. Les autorités égyptiennes, chypriotes et siciliennes n'ont pu qu'interrompre temporairement l'opération et, le 6 août 2017, des pêcheurs tunisiens, des membres de syndicats et d'organisations de défense des droits humains ont pu empêcher l'accostage et le ravitaillement du bateau dans les ports tunisiens. Le C-Star a cependant pu atteindre la côte libyenne et a exigé des ONG-SAR qu'elles quittent la zone ; peu après, le C-Star s'est lui-même retrouvé dans une situation de détresse mais a catégoriquement refusé les secours de l'ONG Sea-Eye.¹²

Dans le même temps, la répression des gouvernements contre les ONG-SAR s'est intensifiée. Après de vaines négociations avec le gouvernement italien en juillet 2017, certaines ONG ont refusé de signer le code de conduite, même si elles craignaient d'être interdites d'entrée dans les ports italiens pour débarquer les réfugiés.¹³ SOS Méditerranée a signé le code de conduite après que le ministère italien de l'Intérieur ait accepté d'ajouter une clause limitant l'influence du code.¹⁴ Le 2 août 2017, le bateau Juventa est confisqué par les autorités italiennes, à la suite d'une

40

41

Sea arrivals by month



Nombre d'arrivées par voie maritime chaque mois

enquête préliminaire menée par le procureur général de Trapani, accusant l'équipage de faciliter l'entrée illégale en Italie. L'Alarm Phone, ainsi que d'autres organisations et activistes continuent à manifester leur solidarité avec Jugend Rettet.

À la mi-août, les garde-côtes libyens ont tiré des coups de semonce vers le bateau de Proactiva Open Arms et déclaré que leur zone de recherche et de sauvetage (SAR) s'étendait bien au-delà de leurs eaux territoriales, en interdisant désormais aux ONG d'entrer dans cette zone étendue. Dans ces circonstances, MSF, Jugend Rettet et Sea-Eye ont estimé que la sécurité de leurs équipages ne pouvait plus être assurée et ont suspendu leurs missions de sauvetage en mer le 13 août 2017. Deux jours plus tard, des Libyens armés interceptaient le Golfo Azzurro et menaçaient l'équipage pendant plus de deux heures. Il y a de bonnes raisons de craindre l'exclusion totale des ONG de la zone SAR au large des côtes libyennes. La Commission européenne a annoncé qu'une extension de son opération militaire Triton compenserait le retrait des ONG.¹⁵

Cette campagne de criminalisation contre les ONG-SAR a pour but de porter préjudice au soutien financier et public que les ONG-SAR ont reçu jusqu'à présent. Les réactions des agences gouvernementales montrent toutefois que nous perturbons, tout au moins, leurs politiques et pratiques de dissuasion. Cela souligne l'importance du travail que nous accomplissons à travers la Méditerranée. Dans ses tentatives constantes pour traiter les symptômes plutôt que le problème lui-même, l'UE n'investit pas seulement dans les domaines militaires et technologiques visant à fermer les frontières vers l'Europe, mais elle collabore également avec des gouvernements africains pour réduire le nombre de réfugiés qui fuient vers l'Europe. Elle continue cependant d'ignorer les raisons réelles pour lesquelles les gens fuient leur pays d'origine. Aucun de ces efforts ne pourra changer les motivations qui poussent les migrant-es à quitter leur pays. C'est pourquoi nous devons continuer à surveiller, documenter, publier, critiquer et intervenir en mer, dans les débats politiques et par des actions directes. C'est le seul moyen de revendiquer des passages légaux et sûrs, et d'éviter des mort-es.

42

43

- 1 Les passeurs ne se trouvent généralement pas sur les bateaux, un-e réfugié-e est désigné-e pour conduire le bateau et est criminalisé-e par la suite.
- 2 <https://alarmphone.org/fr/2016/04/12/journal-des-ferries-pour-toutes-et-tous/>
- 3 <https://www.theguardian.com/world/2016/apr/20/hundreds-feared-dead-in-migrant-shipwreck-off-libya>
- 4 <http://watchthemed.net/reports/view/514>
- 5 <http://watchthemed.net/reports/view/588>
- 6 <https://www.welt.de/politik/deutschland/article161611324/Auswaertiges-Amt-kritisiert-KZ-aehnliche-Verhaeltnisse.html>
- 7 <http://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2017/02/03-informal-meeting/>
- 8 <https://www.welt.de/politik/deutschland/article162394787/Rettungseinsatze-vor-Libyen-muessen-auf-den-Pruefstand.html>
- 9 <https://AlarmPhone.org/en/2017/03/03/european-civil-rescue-organizations-stand-up-against-smuggling-allegations/>
- 10 <http://www.heute.de/fluechtlingsdrama-auf-dem-mittelmeer-frontex-fordert-legale-einreisewege-nach-europa-47015858.html>
- 11 <http://www.faz.net/agenturmeldungen/dpa/kuestenwache-bringt-migranten-zurueck-nach-libyen-15140721.html>
- 12 <https://www.theguardian.com/world/2017/aug/11/migrant-rescue-ship-sails-to-aid-of-stranded-far-right-activists>
- 13 <https://www.timesofmalta.com/articles/view/20170808/local/stranded-rescue-vessel-heads-north-towards-sicily.655216>
- 14 <http://sosmediterranee.org/sos-mediterranee-unterzeichnet-verhaltenskodex/>
- 15 <https://www.woz.ch/1733/seenotrettung/eskalation-auf-hoher-see>



Manifestation pour le droit à la liberté de circulation, Catane, Sicile
Photo : Conni Grenz



Arrivée de migrants
dans le port de Pozzallo, Sicile
Photo : Conni Grenz

Du Maroc à l'Espagne et au-delà : des résistances collectives contre une coopération frontalière meurtrière

Carla Höppner et Corinna Zeitz

La coopération entre l'Espagne et le Maroc en matière de lutte contre la migration peut être considérée comme emblématique des politiques d'externalisation que l'UE tente également d'imposer dans d'autres régions. En 2016/2017, malgré une militarisation accrue, plus de personnes que les années précédentes ont toutefois réussi à passer les clôtures frontalières de Ceuta et Melilla, ainsi qu'à faire la traversée en mer depuis le Maroc vers l'Espagne. Par ailleurs, les persécutions continuent à l'égard des migrant-es qui sont en transit au Maroc : on vient chercher les gens chez eux, des campements sont incendiés par les militaires et des personnes sont arrêtées arbitrairement et expulsées vers le sud du pays.

La deuxième campagne de régularisation a débuté au Maroc le 12 décembre 2016. Durant la première campagne de 2014, 25 000 personnes sur près de 28 000 demandeur-seuses avaient reçu des permis de séjour marocains. Ces permis permettent d'obtenir la régularisation d'un emploi, mais ne protègent généralement pas de la répression qui touche principalement les migrant-es subsaharien-nes. Il n'est pas exclu que la vague de persécution qui a sévi au début de l'année 2017 soit pour de nombreuses

personnes une motivation pour partir vers l'Europe. De janvier à août 2016, 2 476 personnes sont arrivées en Espagne par voie maritime ; durant la même période en 2017, ce sont 8 385 personnes qui sont arrivées en Espagne par bateau. Au cours l'année 2016, les clôtures hautement surveillées menant à Ceuta et Melilla ont été traversées par 2 096 réfugié-es subsaharien-nes.

Ceuta et Melilla

En 2016, malgré une surveillance de pointe, 1 771 personnes ont atteint Ceuta en escaladant les clôtures frontalières équipées de fils barbelés à lames. En 2017, Ceuta a encore une place importante dans le phénomène migratoire avec des arrivées collectives spectaculaires de migrant-es subsaharien-nes. En février 2017, en s'organisant de manière collective et en détournant les technologies de surveillance, 842 personnes ont même réussi à entrer dans l'enclave de Ceuta. Par la suite, la migration a d'abord été bloquée par une surveillance accrue. Le ministre de l'Intérieur espagnol dit vouloir à l'avenir utiliser des drones à la frontière et la Guardia Civil demande un renforcement de ses troupes.

Le Maroc utilise régulièrement la sécurité aux frontières comme moyen pour faire pression politique sur l'Espagne. En cas de conflit avec l'UE, par exemple lors de la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme visant à exclure le Sahara occidental, occupé par le Maroc, d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Maroc, ce dernier a ouvertement menacé d'arrêter la surveillance des frontières. Le ministre de l'Agriculture marocain a ainsi déclaré : « Pourquoi devrions-nous continuer à jouer au gendarme ? »

Mais, tout comme dans les autres régions frontalières, l'UE préfère coopérer avec les dictatures qu'avec les personnes qui fuient ces dictatures. Le 20 février 2017, en essayant d'escalader les clôtures de Ceuta, plus d'une centaine de personnes – dont parmi elles un membre de l'Alarm Phone – sont refoulées illégalement après avoir traversé la frontière, puis arrêtées au Maroc. Après ce *push-back*, les prisonnier-es sont détenu-es pendant plusieurs mois sans aucune aide juridique et certain-es sont ensuite expulsé-es vers leur pays d'origine. Néanmoins, les passages massifs

46

47

par-dessus les clôtures de Ceuta démontrent que les frontières sont surmontables grâce à la solidarité entre migrant-es. Le 1er août 2017, les communautés subsahariennes tentent une fois de plus d'escalader les clôtures et 81 personnes parviennent à passer. Le 7 août 2017, 187 personnes passent la frontière en entrant par le poste-frontière, en courant tout simplement à toute vitesse.

Par comparaison, en 2016, seulement 325 personnes ont traversé les clôtures de Melilla. En revanche, dans cette enclave, près de 2 500 Syrien-nes ont demandé l'asile au poste-frontière. En 2017, Melilla est également la destination des personnes du mouvement du Rif qui sont persécutées, fuient la répression et demandent l'asile en Espagne.

La voie maritime

Par rapport aux années précédentes, on constate que le nombre de personnes arrivées par voie maritime depuis le Maroc en Espagne a augmenté. On dénombre 5 302 arrivées par la mer en 2015 et 8 048 en 2016. Pour l'année 2017, jusqu'au mois d'août seulement, 8 385 arrivées en bateau ont déjà été comptabilisées. Dans l'ensemble, il y a désormais plus de migrant-es nord-africain-es. En 2016, 31 % des migrant-es en bateau sont originaires d'Algérie et du Maroc, 69 % sont d'origine subsaharienne. En juillet et août 2016, il y a près de 1 000 arrivées sur la côte andalouse.



Journée de manifestation
en mémoire du « cas Tarajal »
à Rabat, le 6 février 2016
Photo : Alarm Phone

48

49

Le 14 juillet 2017, 26 femmes subsahariennes et cinq enfants atteignent une île espagnole inhabitée, Isla del Mar. Elles savent qu'il s'agit d'une île espagnole située à proximité du continent marocain, où ont déjà eu lieu des refoulements illégaux. C'est pourquoi elles s'adressent aux militaires de l'île en criant « asile ! ». Les médias espagnols font état de la résistance qui permet à ce groupe de femmes d'être admises à Melilla.

Dans le détroit de Gibraltar, en 2017, de nombreuses traversées en bateau ont été documentées par l'Alarm Phone. La collaboration avec l'organisation espagnole chargée de la sécurité maritime, Salvamento Marítimo (SM), varie selon les cas. Dans de nombreuses situations, l'équipe est très engagée et envoie des hélicoptères pour lancer la recherche en mer, elle sauve la vie de nombreuses personnes qu'elle amène en Espagne. La coopération en matière d'externalisation des frontières du SM avec la Marine Royale marocaine est toutefois trop souvent la cause d'événements tragiques.

Le 26 juin 2016, l'Alarm Phone est témoin d'une pratique d'interception meurtrière dans le détroit de Gibraltar : une personne du Maroc appelle l'Alarm Phone et signale avec beaucoup d'inquiétude que son frère est parti le matin même dans un bateau avec huit personnes à bord en direction de Tarifa (Espagne). Le SM charge la Marine marocaine d'assister le bateau en détresse. L'Alarm Phone parle ensuite avec l'un des passagers du bateau qui fait le récit d'une action aux conséquences fatales. Le bateau de la Marine Royale qui s'est approché à grande vitesse a fait chavirer le bateau des migrant-es qui sont tombées à l'eau. La Marine Royale n'a pu sauver que cinq personnes, une femme sénégalaise et deux hommes se sont noyés. Leurs corps n'ont pas été retrouvés. L'un d'eux était le frère de la personne qui avait appelé. Les survivant-es publièrent, conjointement avec l'Alarm Phone, une déclaration en mémoire de leurs ami-es disparu-es. Beaucoup de nos interlocuteurs-trices rapportent des incidents analogues qui montrent clairement que la Marine Royale, le partenaire de coopération de l'UE, ne réalise pas de sauvetage en mer mais a pour rôle d'empêcher l'immigration.

La coopération problématique entre le SM et la Marine Royale se manifeste également à travers l'exemple d'un cas de l'Alarm Phone datant du 11 juillet 2017 (voir dans cette brochure, l'article « Quelques cas

mémorables de l'Alarm Phone »). Dans ce cas précis, l'organisation de sauvetage en mer espagnole suppose que la Marine Royale a sauvé le bateau. Lorsque l'Alarm Phone appelle une personne du bateau pour avoir la confirmation du sauvetage, nous apprenons que le bateau est toujours en détresse sur la mer. Notre équipe de permanence en informe immédiatement le SM qui lance alors une nouvelle mission de recherche et sauve toutes les personnes. Dans ce cas également, on voit que le fait de déléguer la responsabilité à la Marine Royale marocaine peut avoir des conséquences fatales.

L'Alarm Phone est souvent témoin de la coopération quotidienne entre l'Espagne, ou bien l'UE, et le Maroc. Avec les interceptions quotidiennes de la Marine Royale, les voyageurs-euses se voient refuser le droit d'asile et de protection. Les mesures d'interception mènent également à des naufrages meurtriers. Le fait que l'Alarm phone puisse être le porteur de personnes se trouvant en situation de danger en mer, tout en restant à leur écoute, est un facteur déterminant dans notre travail.

Auto-organisation

Au Maroc, les membres de l'Alarm Phone sont actifs dans différentes régions du pays. Ils fournissent un travail important pour l'Alarm Phone. Ils-Elles font un travail de sensibilisation au sein des différentes communautés concernant les mesures de sécurité à respecter impérativement lors de la traversée en bateau qui est risquée, et distribuent le numéro de l'Alarm Phone pour prévenir des catastrophes meurtrières. Les groupes et les personnes reliées à l'Alarm Phone se trouvent dans les villes de Tanger, Ceuta, Tétouan, Nador, Oujda et Laâyoune et sont organisés de façon communautaire. Ils-Elles observent, font état de la situation sur le terrain et organisent également des actions politiques.

Le groupe de l'Alarm Phone à Oujda est, par exemple, co-organisateur d'une caravane allant de Oujda à Figuig le 25 juin 2017. En signe de solidarité avec 50 réfugié-es syrien-nes bloqué-es dans la zone frontalière entre le Maroc et l'Algérie, la caravane fait un trajet de 400 km. Les 200 personnes qui accompagnent la caravane vont à la rencontre des 350 habitant-es qui protestent à Figuig. Après un refoulement des autorités

marocaines, les 50 réfugié-es syrien-nes ont été retenu-es pendant près de deux mois dans le *no man's land* entre la frontière marocaine et la frontière algérienne. En juin 2017, 28 de ces personnes ont finalement été autorisées à entrer au Maroc. Les autres avaient plongé peu de temps auparavant dans la clandestinité.

Le groupe de l'Alarm Phone de Ceuta s'est formé le 23 avril 2016 après une manifestation réussie contre les *push-backs* qui ont lieu régulièrement. 119 personnes migrantes ont atteint des petits rochers qui se trouvent devant Ceuta. Pour ne pas être renvoyé-es illégalement au Maroc par la Guardia Civil, ils-elles protestèrent haut et fort. Les militant-es qui résident à Ceuta ont ensuite exercé des pressions publiques et politiques sur les autorités. Après cette action commune, les 119 personnes ont été admises à Ceuta et ont pu exercer leur droit de faire une demande d'asile sur le sol européen.

Mouvements

Le 6 février 2014, la Guardia Civil attaqua un groupe de personnes qui tentaient d'atteindre Ceuta à la nage. Au moins 14 personnes furent tuées. Depuis, le 6 février est devenue une journée de protestation. 400 manifestant-es en colère se sont rassemblées en 2016 devant l'ambassade espagnole à Rabat avec le slogan « Arrêtez la guerre contre les migrants » pour protester contre la politique meurtrière des frontières de l'UE. C'est la première fois que des migrant-es subsaharien-nes de tout le Maroc se réunissent en si grand nombre pour élever publiquement leur voix contre le régime frontalier européen. Certain-es d'entre eux-elles ont assisté, ou bien survécu au 6 février 2014. Des groupes de migrant-es et des groupes solidaires manifestent également le même jour à Ceuta, Melilla, Madrid, Barcelone, Strasbourg, Berlin, Rome, Gênes et Idoméni.

En 2017 a lieu, pour la troisième fois, la manifestation en mémoire des morts de Tarajal à Ceuta. Cette année, des initiatives auto-organisées d'autres pays africains se sont jointes à cette protestation d'ampleur transnationale. À Niamey (Niger), un réseau de soutien pour les personnes se trouvant dans les régions désertiques se joint à cette journée commémorative. À Édéa (Cameroun), une manifestation est organisée à l'appel de

Voix des Migrants. Peu auparavant, en janvier 2017, l'Espagne annonce que les négociations déjà en cours contre les fonctionnaires de la Guardia Civil, responsables des morts du 6 février, ont été reprises. La plus grande manifestation contre la politique migratoire européenne a lieu le 18 février 2017 à Barcelone. 300 000 personnes descendent dans la rue pour demander l'admission des réfugiés et revendiquer des voies de migration sûres et la liberté de circulation.

Les sociétés civiles de différents pays travaillent ensemble de manière solidaire et scandalisent le repli sur soi meurtrier de l'UE. Elles demandent également plus de justice sociale.

Nous exigeons des voies de migration sûres pour tout-es et soulignons à l'attention des responsables politiques que la migration continuera malgré les investissements constants en matière de surveillance, de militarisation et de délimitation des frontières. Le Maroc est une frontière de l'UE militarisée depuis très longtemps. Cela n'empêche pas les gens de continuer à exercer leur droit de circuler. Que ce soit au Maroc, au Cameroun ou en Espagne, il s'agit d'obtenir des droits sociaux égaux pour tout-es quel que soit leur lieu de vie.

Les chiffres et les statistiques proviennent de :

APDHA 2016: Balance Migratorio Frontera Sur 2016. URL: <https://apdha.org/media/Balance-migratorio-16-web.pdf> und IOM 2017: URL: <https://missingmigrants.iom.int/mediterranean>

Autre référence :

Voices of the borders - Voix des frontières 2016. URL: <https://beatingborders.files.wordpress.com/2016/10/title-image-brochure-voix-des-frontieres.jpg>

52

« Le pire, c'est quand tu as la Marine Royale en face de toi [...]. Elle vient même te chercher dans les eaux espagnoles pour te ramener au Maroc [...]. Et lorsque qu'elle arrive pour nous emmener, les vagues de son bateau viennent cogner contre la coque. Sur un zodiac, il est possible de chavirer. C'est dangereux [...] si tu n'as pas de gilet de sauvetage ou de bouée de sauvetage, alors tu meurs. Ce ne sont pas eux qui vont te protéger, ils ne vont pas intervenir. Les gens ont très peur à ce moment-là, lorsque le grand bateau de la Marine Royale arrive. Cela est déjà arrivé : des gens qui tombent à l'eau sous les yeux de la Marine marocaine. Il arrive souvent que les gens reviennent en disant qu'une personne manque, que cette personne est tombée à l'eau lors de l'arrivée de la Marine pour les intercepter. » (Interview avec Fadel Fadiga le 11.02.2016, Tanger).



Journée de manifestation en mémoire du « cas Tarajal » à Rabat, le 6 février 2016
Photo : Alarm Phone

Manifestations contre les *push-backs*
à Ceuta, 119 *Bozas*, avril 2016
Photo : El Faro de Ceuta



Retour en arrière dans la mer Égée : après l'accord UE-Turquie et le blocage de la route des Balkans, les îles de la mer Égée se sont transformées en prisons

Marion Bayer et Lisa Groß

Entre janvier et août 2017, l'île de Lesbos n'a accueilli que 4 000 personnes au total, tandis que 12 000 traversées avaient eu lieu au total dans la mer Égée. En raison de ce nombre réduit, notre engagement auprès des bateaux circulant dans la mer Égée a diminué. Nous sommes tout de même régulièrement contactés par des personnes en détresse qui tentent de faire la traversée de la Turquie vers la Grèce. Grâce à ces échanges directs, nous avons pu nous rendre compte qu'un retour en arrière douloureux avait modifié le visage de Lesbos et des nombreuses autres îles de la mer Égée.

56

57

Depuis l'accord UE-Turquie en mars 2016, les expulsions depuis les îles grecques vers la Turquie ont commencé, encadrées par un dispositif juridique. Au début, les expulsions ont été moins fréquentes que prévues – les gens se sont battus en demandant l'asile en Grèce et en documentant les problèmes auxquels ils étaient confrontés en Turquie. L'attention du public et des médias sur les expulsions s'est donc progressivement dissipée, mais aujourd'hui, celles-ci sont redevenues régulières : chaque jeudi, un bateau de réfugiés expulsés part de Lesbos et des vols d'expulsion sont également effectués de temps à autre.

Cet accord a considérablement aggravé la situation : des milliers de personnes se sont retrouvées retenues dans des conditions désastreuses à l'intérieur des « hotspots » et les îles se sont transformées en vastes prisons. Au même moment, des milliers de personnes se sont également retrouvées bloquées en Grèce continentale, lorsque le passage officiel et contrôlé de la route des Balkans a progressivement été fermé au début de l'année 2016.

Légalement, les réfugiés en Grèce ont le droit de retrouver leurs familles dans les autres pays européens – la plupart d'entre eux ont de la famille en Allemagne – mais le traitement des demandes de regroupement familial est devenu extrêmement lent. Les gens attendent plusieurs mois, parfois des années, dans des conditions inhumaines, retenus dans des hotspots et des camps où ils ne peuvent être ni vus, ni entendus.

Un programme de relocalisation devant permettre aux réfugiés arrivés en Grèce de rejoindre les autres pays de l'UE – lancé avec de grandes promesses – a jusqu'à maintenant permis de réinstaller un quart seulement des 63 000 personnes annoncées. Enfin, la Commission européenne a même recommandé de reprendre lentement les transferts Dublin vers la Grèce – après que les retours aient été interrompus pendant plus de six ans, à la suite d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui trouvait inhumaine la situation des réfugiés en Grèce. Cette annonce arrivait au moment même où, en décembre 2016, cinq réfugiés mourraient de froid dans les tentes enneigées des hotspots grecs, pendant que d'autres mourraient asphyxiés par la fumée de feux allumés pour se réchauffer dans leurs tentes.

L'été et automne 2015 restés inoubliables

Lorsqu'en novembre 2015, nous décrivions l'incroyable transformation de la région frontalière égéenne dans la première brochure de l'Alarm Phone, plus de 56 000 personnes avaient atteint l'île de Lesbos en une semaine seulement. Nous avons été en contact avec 100 bateaux durant cette semaine du 26 octobre au 1er novembre. C'était au plus fort de cette incroyable année 2015 – à la fin de « l'été des migrations ». Par le biais de l'Alarm Phone, nous avons été en contact avec plus de 1 000 bateaux en mer Égée en 2015. Nous ne pourrions jamais oublier cette situation, encore présente dans notre mémoire collective et c'est pourquoi nous avons choisi de raconter notre rencontre avec Safinaz dans cette brochure, la femme dont nous avons réimprimé la discussion sur WhatsApp dans notre première brochure (*One Year Alarmphone*).

Les réfugié-es étaient accueilli-es à leur arrivée, bateau après bateau, non seulement par les habitant-es de Lesbos, dont les efforts louables ont attiré l'attention du monde entier, mais également, à partir d'août 2015, par des personnes du monde entier, venues à Lesbos pour apporter leur aide. Au cours de l'été 2015, de plus en plus de personnes et d'organisations se sont également impliquées dans des opérations de

Le bateau Sea-Watch 1 manifeste sa solidarité à l'égard de Jugend Rettet dans le port de Mytilène/Lesbos, septembre 2017.
Photo : Marily Stroux



58

59

sauvetage, notamment des groupes anarchistes venant d'Athènes, des sauveteurs-euses espagnol-es, Médecins Sans Frontières qui a coopéré avec Greenpeace, un bateau allemand de l'ONG Sea-Watch et bien d'autres. À cette époque, les *push-backs* et la violence en mer semblaient pratiquement avoir disparu dans cette partie de la Méditerranée.

Tout le monde n'est pas parti...

Au début de l'année 2016, les autorités ont commencé à faire pression sur les militant-es et les volontaires qui aidaient et accueillaient quotidiennement les réfugié-es sur les côtes, en les obligeant à s'inscrire auprès d'elles. Certain-es militant-es danois-es et espagnol-es furent criminalisé-es pour avoir courageusement tenté de sauver des vies en mer. Depuis cette période, seules les ONG ayant accepté de travailler en étroite collaboration avec les garde-côtes et l'agence Frontex ont eu l'autorisation officielle de continuer à opérer. Néanmoins, d'autres ONG ont choisi de résister à l'intimidation et de demeurer présentes.

Les côtes de l'Union européenne se sont militarisées comme jamais auparavant. Des navires de guerre de l'OTAN patrouillent le long du littoral. Même s'ils n'interviennent pratiquement jamais directement, leurs radars détectent la plupart des mouvements en mer et alertent les autorités turques pour intercepter les bateaux des réfugié-es. Des interceptions et des renvois en Turquie ont lieu quotidiennement. Outre les garde-côtes grecs et turcs, les unités de l'agence Frontex patrouillent en mer. La police, l'armée et Europol sont actifs sur les îles grecques. Les personnes qui parviennent au bout de leur traversée rapportent systématiquement qu'elles ont dû s'y prendre à plusieurs reprises. Actuellement, les traversées sont à nouveau préparées de façon totalement clandestine. Cela signifie qu'il est, d'une part, devenu impossible d'avoir une bonne visibilité de la situation, mais également que les traversées maritimes sont devenues de plus en plus dangereuses par rapport à 2015.

Il y a encore des refoulements, mais la violence n'est pas (encore) systématique

Il ne s'agit pas d'un simple retour en arrière – la situation n'est plus comme avant 2015, lorsque toutes les personnes qui s'approchaient des « plages d'arrivée » courraient un risque élevé d'être criminalisé-es. Aujourd'hui encore, quelques ONG restent sur place pour observer le rivage. Des volontaires continuent de se rendre dans les îles pour apporter leur soutien, et la population locale reste en état d'alerte, non seulement à Lesbos mais également sur les autres îles de la mer Égée. Même si moins de gens surveillent actuellement la situation, ce qui se passe en mer continue d'être observé. C'est peut-être la raison pour laquelle les refoulements des garde-côtes grecs et de Frontex restent encore exceptionnels et, pour le moment, la vieille habitude des refoulements quotidiens, appliqués avec brutalité, et avec parfois même de la torture, n'a pas repris.

Si les forces politiques au sein du système (des frontières) sont restées plus ou moins les mêmes pendant de nombreuses années, il est clair que certaines forces libérales sont également présentes. Même si Syriza a joué un mauvais rôle en transformant les îles de la mer Égée en prisons, remplissant ainsi de manière honteuse la part de l'accord UE-Turquie, il semblerait au moins que les actes de violence en mer les plus horribles, perpétrés par les garde-côtes grecs, aient diminué. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y ait aucune violence : la région frontalière est lourdement militarisée et laisser quelqu'un dans un petit bateau en plastique aux mains des garde-côtes turcs, en le forçant à risquer à nouveau sa vie, ne peut être appelé autrement qu'un acte de violence.

Lorsque nous parlons de formes de violence atroces, nous pensons au waterboarding, aux armes pointées sur la tête des gens, aux coups reçus et aux coups de poignard dans les bateaux. N'oublions pas la noyade de trois femmes et de huit enfants, en janvier 2014, tués lors du chavirement de leur bateau que les garde-côtes grecs ramenaient en Turquie, en le tirant au bout d'une corde et à pleine vitesse. Il ne faut pas oublier qu'un tel acte fut possible aux frontières de l'Europe. Que ce sont les mêmes garde-côtes qui opèrent aujourd'hui – et que personne n'a été condamné pour ces crimes.

Les refoulements n'ont pas complètement disparu. Nous avons à plusieurs reprises reçu des appels de personnes attaquées en mer par des garde-côtes, menacées quelques minutes ou quelques heures auparavant par des hommes masqués, à qui on a volé le moteur ou dont on a percé le bateau et qui ont été abandonnées au milieu de la mer. Néanmoins, les refoulements ne se produisent plus systématiquement – et, de notre point de vue, c'est le résultat évident de l'attention accrue d'acteurs civils.

Dans l'article « Quelques cas mémorables de l'Alarm Phone », nous décrivons une opération de refoulement violent datant de juin 2016 où Frontex était présente. Même si dans ce cas, la réaction du public est demeurée quasiment absente, malgré un article dans un journal national en Allemagne, lors d'un cas plus récent de refoulement, les médias grecs ont dénoncé cette situation à plusieurs reprises, forçant la garde côtière grecque à réagir. Le vendredi 21 juillet 2017 à 5h03, l'équipe de permanence de l'Alarm Phone a été prévenu de la traversée d'un groupe de 26 personnes, dont 2 enfants et une femme enceinte. Nous avons reçu une position GPS indiquant qu'elles avaient atteint les eaux territoriales grecques. Moins d'une heure plus tard, nous apprenions que les garde-côtes grecs essayaient de ramener le bateau en Turquie. Une vidéo montrait le bateau des garde-côtes encerclant les voyageurs-euses, provoquant des vagues pour faire entrer de l'eau dans le bateau.

Le lendemain, nous avons réussi à reprendre contact avec les migrants. Ces derniers ont signalé que les garde-côtes avaient été très agressifs en créant de grosses vagues qui avaient fait tanguer leur bateau de gauche à droite. Sur le navire des garde-côtes, les hommes étaient habillés en noir et portaient des armes. L'eau entrant dans le bateau et les gens ont commencé à paniquer. Bien qu'ils aient averti les garde-côtes grecs qu'ils avaient un enfant malade avec eux, nécessitant des soins médicaux, les garde-côtes grecs ont insisté pour les renvoyer en Turquie. Craignant pour leur vie et pour celle des enfants qu'ils avaient à bord, un enfant paralysé et un bébé de 8 mois, ils sont alors retournés sur la côte turque où la police turque s'est présentée pour les récupérer. En dehors du bateau des garde-côtes grecs, les voyageurs-euses nous ont informé qu'un autre bateau avec un drapeau grec, français, croate et allemand était présent lors

du refoulement, mais n'était pas intervenu.

Les garde-côtes grecs ont manifestement menti dans leur déposition après cet incident. Ils ont déclaré que le bateau des réfugiées était encore dans les eaux turques à leur arrivée, mais d'après la position que nous avons reçue, le bateau était déjà entré dans les eaux grecques. Ils ont déclaré n'avoir fait qu'observer le bateau, sans le toucher, mais la vidéo montre clairement le bateau des garde-côtes grecs s'approcher et faire des vagues pour effrayer les gens. Le navire Frontex, effectivement présent sur les lieux d'après le témoignage des réfugiées, n'avait fait lui qu'observer le refoulement.

Si ce cas montre que ces pratiques violentes existent toujours, il montre aussi les obstacles auxquels les autorités se heurtent lorsqu'elles continuent d'utiliser ces méthodes violentes. Contrairement à ce qui se passait avant 2015, de plus en plus de réfugiées connaissent aujourd'hui l'importance de la documentation. Dans ce cas, cela ne les a pas aidés directement, mais ils ont immédiatement documenté et rapporté la violence, et l'ont diffusée dans le monde entier. Contrairement à ce qui se passait avant 2015, ils ont trouvé des gens pour les accompagner durant

leur voyage via Internet. Aujourd'hui, certains des groupes syriens et irakiens, formés pendant l'« été de la migration » et qui ont étroitement accompagné et surveillé les traversées maritimes, existent encore et font de leur mieux pour donner aux voyageurs-euses les moyens d'agir. Enfin, il y a des groupes comme l'Alarm Phone, prêts à soutenir les personnes qui prennent la route et à rendre publics les actes de violence aux frontières.

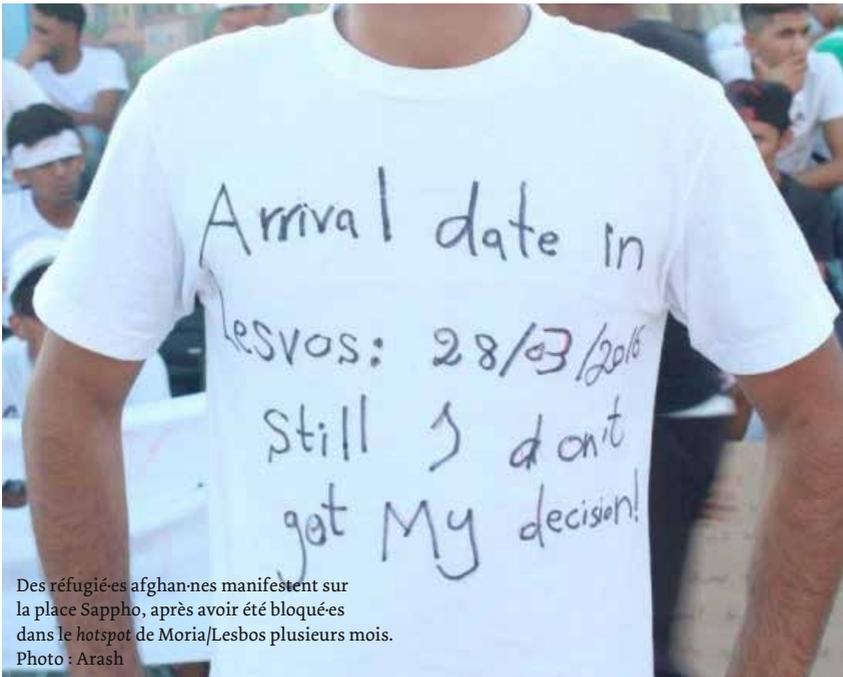
La diminution du niveau de violence à l'encontre des réfugiées en mer est le résultat évident de la présence de forces critiques appartenant à la société civile. En période de militarisation, notre présence est plus que jamais nécessaire, surtout lorsque les grandes ONG se détournent de ces zones frontalières. L'ONG Sea-Watch a heureusement décidé de relancer ses activités en été 2017, et est revenue avec une « Mission de surveillance en mer Égée » afin d'observer et de documenter l'impact massif et préjudiciable de l'accord UE-Turquie sur les droits humains et les droits des migrant-es. À leurs côtés, beaucoup ont décidé de rester.

Comment les îles se sont transformées en grandes prisons

Toutes sortes d'ONG internationales travaillent à l'intérieur de hotspots surpeuplés pour les faire fonctionner, en étroite collaboration avec l'EA-SO (Bureau européen d'appui en matière d'asile), Frontex et la police grecque. Ces prisons sont devenues des mondes parallèles ayant leurs propres règles et dispositifs de séparation. Les personnes qui viennent d'arriver sont parquées dans une partie clôturée des camps, avant d'être enregistrées. Au bout de 25 jours au plus tard, elles seront autorisées à se rendre dans la partie où elles peuvent circuler librement. Les mineurs non accompagnés y sont détenus dans une zone distincte. Ils sont tenus d'y rester jusqu'à ce qu'on leur trouve une place dans un centre d'hébergement, parfois plusieurs mois après. Tous ceux que l'on dit « prêts à être expulsés » sont également enfermés ici, comme ceux qui, par désespoir, ont signé l'accord de « retour volontaire » en Turquie. Chaque partie du camp permet de comprendre comment la gestion de cette crise s'est transformée en un énorme business. Tant que les volontaires sont encore présents, tous ceux qui entrent, même dans la partie ouverte du camp, sont dûment inscrits auprès d'une des ONG. Il est interdit de prendre des photos. Il est

62

63



Des réfugiées afghan-nes manifestent sur la place Sappho, après avoir été bloquées dans le hotspot de Moria/Lesbos plusieurs mois.
Photo : Arash

interdit de diffuser des informations. Les réfugié-es bloqué-es sur les îles ne cessent de poser des questions désespérées sur leur avenir sans qu'une réponse satisfaisante ne leur soit apportée.

Presque tous les jours, il y a des accès de violence dus aux conditions de vie et aux longues périodes d'attente pour l'enregistrement. Ces violences peuvent avoir lieu entre différentes communautés et sont souvent liées au manque d'espace de ces camps surpeuplés. Le camp de Moria sur Lesbos a déjà brûlé à deux reprises – mais aucune réponse ne semble être apportée à situation. Aucun signe de solidarité non plus. Ces soulèvements se terminent donc régulièrement par une série d'arrestations. Le mardi 18 juillet 2017, 35 réfugié-es ont été arrêté-es à Moria à la suite d'une manifestation devant le bureau de l'EASO. Les manifestant-es portaient des banderoles dénonçant des conditions de vie inhumaines et appelaient à la liberté de circulation pour les personnes maintenues sur l'île depuis plus de 6 mois. Suite à cette manifestation pacifique, des affrontements ont eu lieu entre certain-es manifestant-es et la police anti-émeute grecque. Les forces de police ont procédé à des descentes et arrêté 35 personnes, qui ont ensuite été condamnées à de lourdes amendes et transférées dans des prisons sur la partie continentale de la Grèce.

Le nombre élevé d'ONG présentes dans ces *hotspots* donne une illusion de solidarité. En réalité, ces organisations font partie d'un système cruel qui renforce la misère de tous ceux à qui l'on refuse la possibilité de trouver la protection dont ils ont si urgemment besoin. La souffrance a lieu dans un environnement « organisé », si bien que la violence diffuse de ce système technocratique devient de plus en plus difficile à contester.

Le port de Mytilène

Au cours des dernières années, nous avons pris d'innombrables photos du port de Mytilène, à Lesbos. Des photos d'adieu de celles et ceux qui sont parti-es, excité-es à l'idée de franchir la prochaine étape de leur destination. Accueillir les personnes en transit, c'est leur souhaiter bonne route et espérer pouvoir se retrouver bientôt dans un lieu plus sûr, quelque part en Europe. Pour nous, le port de Mytilène était un symbole, une partie cruciale du voyage de milliers de personnes.

Aujourd'hui, les clôtures entourant le port ont détruit ce point d'arrivée et d'adieu égéen. Ce n'est plus un espace vivant. Alors que la police et Frontex sont partout, occupant l'espace, des contrôles d'entrée stricts interdisent aux personnes sans billet l'accès au port. Pour compléter ce triste paysage, des fourgonnettes de police transportent des prisonnières du continent pour les renvoyer d'ici en Turquie.

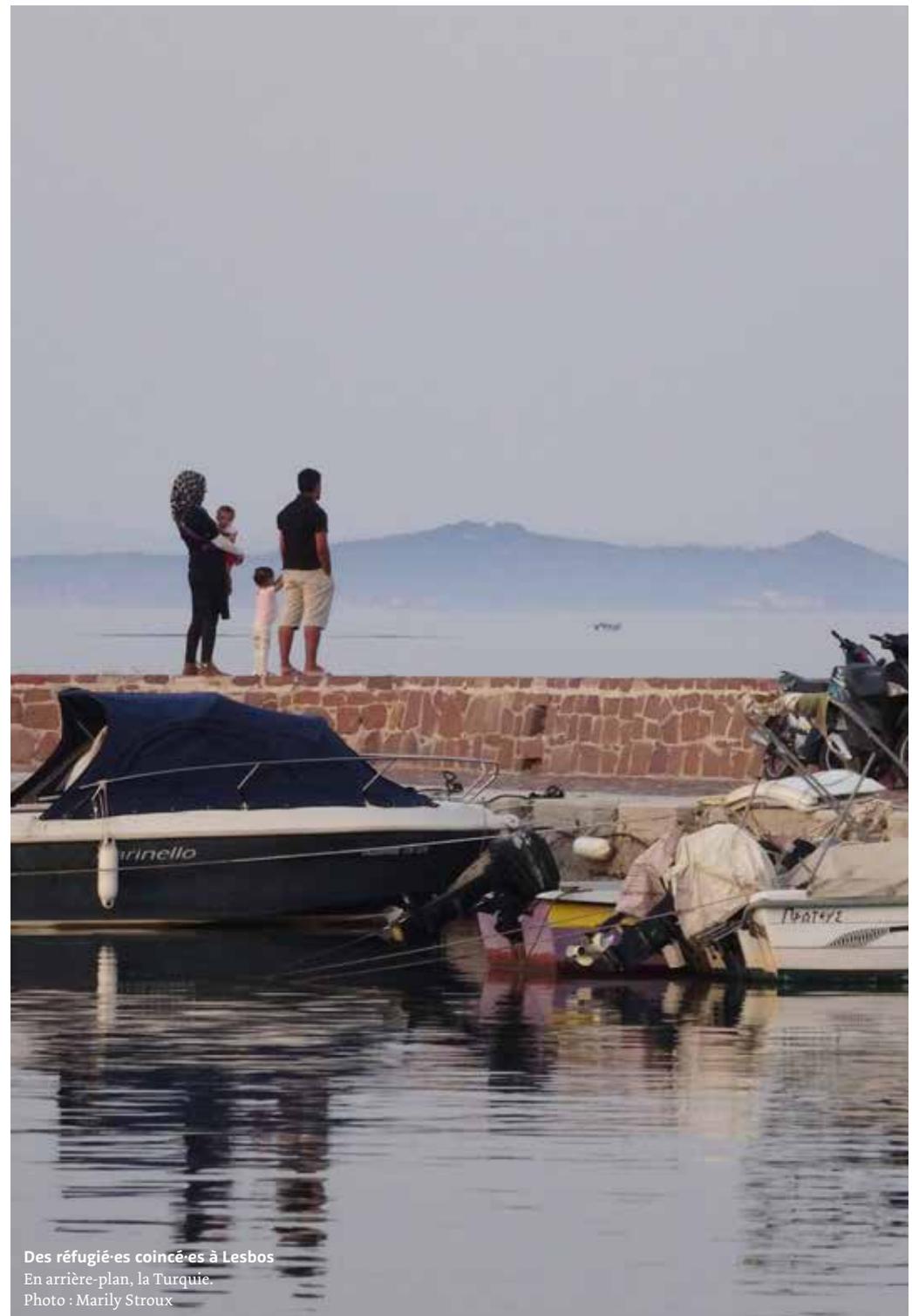
Ensemble, nous devons résister collectivement aux autorités de l'UE qui tentent de faire des îles de la mer Égée, connues pour leur hospitalité, un symbole des politiques de dissuasion de l'Europe, et nous devons nous opposer à toutes les tentatives de faire de Lesbos une plaque tournante de la déportation vers la Turquie.



Port de Mytilène
en octobre 2015
peuplé de gens se dirigeant
vers la route des Balkans qui
est ouverte.
Photo : wzeu



Port de Mytilène
en septembre 2017
Frontex observe
les garde-côtes grecs.
Photo : anonyme



Des réfugiés coincés à Lesbos
En arrière-plan, la Turquie.
Photo : Marilyn Stroux



Manifestation pour une accélération du rapprochement familial en Allemagne. Athènes, septembre 2017
Ces personnes attendent depuis plusieurs mois, séparées de leurs parents et partenaires.
Photo : Salinia Stroux



3

Entretiens
avec des
membres de
l'Alarm Phone
et des
personnes
pendant leur
migration

L'histoire de Safinaz

Par Berta et Pyoung Whoa*

Au cours de la première semaine de septembre 2015, nos équipes de permanence furent impliquées dans 62 situations d'urgence en mer Égée. Dans l'un de ces nombreux canots pneumatiques se trouvait Safinaz*, accompagnée de son mari et de plusieurs dizaines d'autres voyageurs en provenance de Syrie. Le moteur du bateau tomba soudain en panne et l'embarcation se mit à dériver dans les eaux turques. Il y eut un vent de panique. Beaucoup de passagers ne savaient pas nager et craignaient pour leur vie. Leur angoisse était telle que certains d'entre eux envisagèrent de faire demi-tour et de retourner en Turquie. La majorité se décida toutefois à poursuivre la traversée en direction de Lesbos. Safinaz n'avait ni dormi, ni mangé durant les heures précédant le départ et se sentit très mal lorsque l'eau se mit à remplir la frêle embarcation. Elle eut cependant la présence d'esprit de sortir son téléphone pour appeler à l'aide. Elle composa le numéro inscrit sur le bras d'un voyageur et, sans savoir qui allait lui répondre, parvint ainsi à joindre l'Alarm Phone.

73

La brochure publiée pour marquer la première année d'existence de l'Alarm Phone reproduisait la discussion WhatsApp entamée lors de cet appel au secours en mer Égée, auquel avait répondu notre membre Berta*. Les deux femmes sont restées en contact après l'arrivée de Safinaz à Lesbos. Nous avons ainsi pu suivre le parcours de Safinaz à travers l'Europe, des Balkans jusqu'en Allemagne. Près de deux ans après le premier contact WhatsApp, Berta et Pyoung Whoa lui rendirent visite dans un petit village de Hesse. Ils purent ainsi faire la connaissance de ses deux enfants, qui venaient d'arriver en Allemagne après avoir quitté Damas grâce à la législation autorisant le regroupement familial. Safinaz avait été séparée de ses enfants pendant une année et demie.

La jeune femme qui parle couramment allemand raconta ce qu'elle avait vécu ce 2 septembre 2015, lorsqu'elle avait vu sa vie menacée. Elle



Photo de Safinaz.
Photo : Safinaz

souligna qu'elle n'aurait jamais choisi ce chemin si elle avait su ce qui l'attendait. Après d'innombrables tentatives infructueuses pour rejoindre la Grèce en bateau, elle s'était dit en voyant le moteur tomber en panne dans les eaux turques qu'elle devrait recommencer – à condition d'y survivre. Selon Safinaz, le fait de savoir que Berta avait connaissance de la situation et était à même de suivre l'évolution du bateau, de savoir que quelqu'un les voyait et les entendait, avait réconforté et soutenu les voyageurs. Le moteur avait fini par être relancé et les garde-côtes grecs que l'Alarm Phone avait alerté n'eurent même pas à intervenir. L'embarcation arriva à Lesbos et accosta sur une plage au nord de l'île, comme des centaines d'autres embarcations à cette période. En Turquie, Safinaz et son mari avaient pris un jeune homme syrien sous leur protection et promis à ses parents de l'emmener en Allemagne, en sécurité chez son oncle. Mais une fois arrivés, ils restèrent tous les trois bloqués durant deux semaines en Grèce.

D'innombrables voyageurs avaient également réussi à rejoindre l'île. Ils étaient des dizaines de milliers à n'avoir d'autre choix que d'attendre des jours entiers avant de pouvoir être enregistrés, sous un soleil de plomb et dans une atmosphère de plus en plus tendue. Une fois arrivés à Athènes, Safinaz, son mari et le jeune Syrien qui les accompagnait prirent un peu de repos. Quelques jours auparavant, des milliers de voyageurs avaient quitté la gare de Keleti à Budapest pour rejoindre la Marche de l'espoir, un mouvement qui perça un passage à travers les Balkans, et qui ouvrit également une route à Safinaz. Ils parvinrent à rejoindre la Hongrie juste avant la construction des barrières frontalières et purent continuer leur périple jusqu'à Vienne.

Ils décidèrent de rejoindre Hambourg, suite aux échos positifs au sujet de cette ville. Mais ils furent arrêtés en route par la police qui les envoya dans une petite ville en Hesse.

Safinaz s'y sentit bien accueillie, mais la couverture du réseau de son téléphone était déplorable, l'empêchant de contacter sa famille en Syrie. Elle écrivit plus tard à Berta sur WhatsApp : « C'est un endroit pour les chevaux... pour les vaches... pas pour les humains ». Ce lieu lui offrit toutefois la paix recherchée et la possibilité de se remettre d'un voyage éprouvant. Elle put ainsi se consacrer à nouveau à sa passion : en tant

74

75

qu'artiste et designer, Safinaz peint des tableaux impressionnistes et réalise des sculptures avec tous les matériaux qui lui tombent sous la main. Plus tard, installée au nord de la Hesse, elle commença à donner des cours de peintures aux réfugiés et met désormais sur pied sa propre exposition. Une de ses œuvres est affichée dans son salon. Elle représente une des plus vieilles mosquées au monde, la Grande Mosquée des Omeyyades à Damas.

Avant de prendre congé, nous nous promettons de nous revoir bientôt. Safinaz accepte de figurer dans un clip vidéo où elle raconte son histoire afin de soutenir et de réconforter les réfugiés encore sur la route. Elle nous demande de lui envoyer les questions qui lui seront posées afin de pouvoir préparer ses réponses en allemand. Mais comme le film s'adresse aux réfugiés, nous lui demandons de s'exprimer en arabe. Elle rit avant de dire : « Dans ce cas, je n'ai rien à préparer. Je sais exactement ce que je veux leur dire. »

* Les noms ont été modifiés.

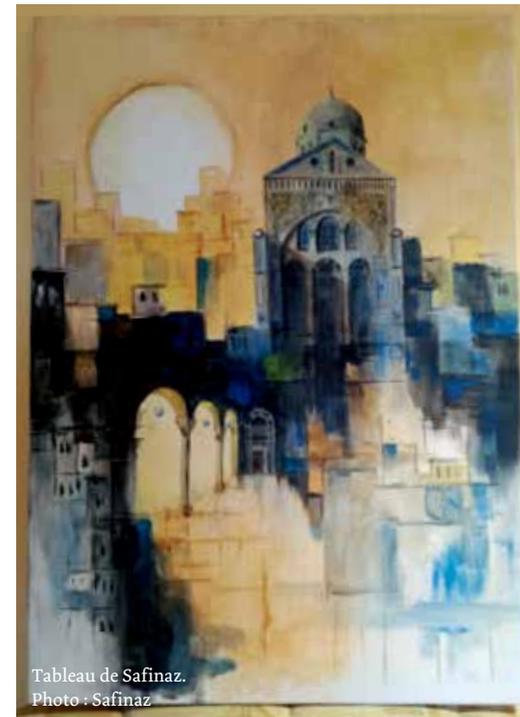


Tableau de Safinaz.
Photo : Safinaz

Réfugié·es en Égypte : se battre pour la dignité

Muhammad Alkashef est membre de l'Alarm Phone et mène des recherches sur la migration en Égypte. En 2016, il a pris contact avec le réseau qu'il a rapidement rejoint. « J'avais le sentiment de partager les valeurs et les idées de l'Alarm Phone. Ce projet m'encourage à porter mon regard au-delà de l'Égypte et à prendre toute la région du bassin méditerranéen en considération. L'Alarm Phone représente plus qu'une simple ligne téléphonique. Il exprime une initiative solidaire considérable, avec une quantité de projets couvrant aussi bien l'observation, la documentation, l'assistance d'urgence que la mise en route de campagnes et la défense juridique. C'est une expérience extraordinaire que d'assister à un tel combat visant à secourir des personnes en situation de détresse. Il n'y a, à mes yeux, rien de plus juste à faire ! »

Entretien réalisé par Miriam Edding

La migration par la mer Méditerranée est présente en Égypte depuis les années 1990. À cette époque, la population migrante comptait surtout des citoyen·nes égyptien·nes fuyant une situation économique désespérée pour un avenir meilleur. L'Égypte, l'un des plus grands pays africains, a une longue tradition d'immigration légale et illégale derrière elle. De nombreux réfugié·es ont rejoint ses terres pour échapper à l'instabilité politique, aux guerres civiles et aux conflits sévissant dans les régions troublées de la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée et Somalie) et du Soudan. Enfin, la guerre au Yémen a poussé de nombreux Yéménites à se joindre aux populations parties chercher refuge en Égypte.

Suite aux bouleversements causés par le Printemps arabe, l'Égypte

76

77

est devenue une importante escale pour les réfugié·es syrien·nes. Le pays a fait les gros titres de la presse lorsque 500 réfugié·es syrien·nes et palestinien·nes sont mort·es noyé·es devant la côte égyptienne en septembre 2014. Tandis que la route par l'Égypte était jugée de plus en plus risquée pour les Syrien·nes, elle devenait l'une des rares options de passage pour de nombreuses réfugié·es du continent africain. Si moins de migrant·es syrien·nes sont passés par l'Égypte, ce n'est pas seulement parce qu'ils-elles lui préféreraient la route des Balkans. D'après notre travail effectué sur place, il y aurait deux autres raisons à cette évolution. Tout d'abord, de nombreuses familles syriennes espèrent pouvoir rejoindre de manière légale leurs proches ayant réussi à atteindre l'Europe. De plus, nous avons constaté que les réfugié·es syrien·nes diffusent l'information selon laquelle la vie en Europe est beaucoup plus difficile qu'elle ne le paraît. Ils exposent également les dangers mortels qu'implique une traversée de la Méditerranée. Ces faits expliqueraient pourquoi toujours plus de réfugié·es battent en retraite et acceptent de rester en Égypte où ils tentent d'obtenir un statut légal.

En juillet 2016, le gouvernement égyptien a adopté de nouvelles mesures restrictives envers les réfugié·es syrien·nes, exigeant des visas et des certificats de sécurité. Mi-juillet, 476 Syrien·nes ont été arrêté·es à la frontière et empêché·es d'entrer dans le pays. Au cours de ces durcissements de loi, les réseaux sociaux et certains médias nationaux ont commencé à divulguer des affirmations selon lesquelles ces personnes en fuite soutiendraient les Frères musulmans et l'ancien président Mohamed Morsi. Ces déclarations provoquèrent une vague de violence contre les réfugié·es syrien·nes. Leur quête de sécurité a poussé nombre de ces personnes à fuir par la mer Méditerranée.

L'actuelle instabilité économique et politique du pays, les émeutes et l'agitation ont eu des conséquences désastreuses pour la société égyptienne. Les réfugié·es et demandeur·es d'asile sont les premières victimes d'une montée considérable de la violence xénophobe. En juin 2013 déjà, cette haine avait dégénéré envers les Éthiopiens lorsque leur gouvernement avait déclaré vouloir détourner le cours du Nil pour construire un barrage. Les médias égyptiens ont joué rôle peu glorieux dans cette affaire, affirmant que l'Éthiopie menaçait ainsi l'approvisionnement en eau de l'Égypte.

Cette situation a une portée encore plus dramatique dans la région du

Sinaï, où les continuelles opérations militaires de l'État contre des groupes armés menacent sans cesse les réfugié-es, dont beaucoup sont victimes de la traite d'êtres humains. Au cours des dernières années, l'Égypte a recensé un nombre croissant de réfugié-es enlevé-es, maltraité-es et torturé-es dans la région du Sinaï. La seule ville du Caire compte plus de 400 habitant-es ayant survécu à la traite d'êtres humains, échappé-es ou libéré-es du Sinaï après avoir été acheté-es et revendu-es à plusieurs reprises sur territoire égyptien. Aucune enquête n'a jamais eu lieu autour de ce drame, aucun coupable n'a été poursuivi.

Alors qu'une menace constante contraint les réfugié-es à quitter leur pays, ces personnes ne trouvent en Égypte ni la sécurité, ni la dignité humaine à laquelle elles aspirent. Le gouvernement égyptien, qui n'a pas su apporter un soutien même infime pour préserver l'intégrité des victimes, a échoué en tous points. Il n'a pas été capable d'intervenir dans les conflits entre populations locales et réfugié-es abandonné-es à leurs sorts, n'a pris aucune responsabilité. Les réfugié-es en Égypte, très vulnérables, souffrent d'une forte marginalisation. Le système juridique actuel et la politique égyptienne leur refusent toute protection, toute égalité devant la loi. Le fait que les réfugié-es ne puissent légalement pas travailler ou entreprendre de formation aggrave encore cette situation. En dehors du mariage avec un-e citoyen-ne égyptien-ne, ils-elles n'ont à ce jour aucun moyen d'obtenir la nationalité égyptienne, même s'il est avéré qu'ils-elles ne pourront pas retourner dans leur pays. De plus, les réfugié-es sont confronté-es à une xénophobie si virulente qu'elle menace sans cesse de se muer en violence raciste. Cette haine touche en particulier les personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Tous ces facteurs combinés ne permettent pas d'envisager un avenir radieux pour l'intégration sociale des réfugié-es en Égypte.

78

79

Nous ne pouvons pas ignorer ça plus longtemps !

Entretien réalisé par Lisa Groß

A., militant des droits des migrant-e-s depuis plusieurs années, est membre de l'équipe de l'Alarm Phone à Izmir.

LISA Comment t'es-tu retrouvé impliqué dans l'Alarm Phone ?

A Izmir est un lieu très important pour celles et ceux qui essaient de traverser la Turquie vers la Grèce. En tant que militant des droits des migrant-es et habitant d'Izmir, il était impossible d'ignorer toutes les violations qui avaient lieu en mer Egée – principalement des refoulements et des interceptions par les autorités turques. Nous regardions désespérément les personnes se faire enfermer, expulser, refouler violemment et tuer à la frontière. Quand nous essayions d'en parler, la réponse était qu'il s'agissait de rumeurs et que nous n'avions pas de preuves. C'est pour cette raison que nous étions très enthousiastes à l'idée de rencontrer des membres de l'Alarm Phone, car ce réseau n'allait pas seulement nous donner les moyens pour collecter des preuves, mais avant tout parce qu'il avait le potentiel de prévenir ces violations.

L Malgré l'accord honteux UE-Turquie et la situation horrible sur les îles grecques, les gens traversent toujours la mer Egée pour aller la Grèce. Qu'est-ce qui a changé depuis l'accord ?

A Certaines personnes arrivent effectivement encore à rejoindre les îles, mais la plupart sont intercepté-es en mer ou même avant d'embarquer. La mer Egée a été davantage militarisée : les bateaux de l'OTAN patrouillent

dans la zone et informent les garde-côtes turcs lorsqu'ils voient des bateaux traverser, leur demandant de les intercepter avant même qu'ils n'atteignent les eaux grecques.

Alors que les autorités libèrent habituellement les Syrien-nes le jour même, les non-Syrien-nes sont directement envoyées vers des centres de déportation. Ils-Elles peuvent demander l'asile pendant que leur processus de déportation continue, mais les centres de déportation sont des endroits très problématiques – comme partout ailleurs – la Turquie n'est pas une exception. Et, même s'ils-elles sont libérées et que leur procédure d'asile commence, il n'y a pas de solution à long terme pour eux-elles en Turquie.

À Basmane, un quartier du centre d'Izmir, la situation a complètement changé. En été 2015, les rues de Basmane étaient bondées de personnes qui attendaient pour traverser, les voyages étaient organisés ouvertement, visibles de toutes ; maintenant Basmane est beaucoup plus calme. De nombreuses personnes ne veulent pas prendre le risque d'un voyage dangereux, qui peut se solder par une déportation vers la Turquie et de la Turquie vers leurs pays d'origine.

L As-tu déjà vécu un refoulement lors d'une permanence ? Quel rôle Alarm Phone peut-il jouer dans ce cas ?

A L'Alarm Phone est devenu un mécanisme de prévention important. Dans le passé, les autorités violaient les droits des migrant-es, en se disant que personne ne se douterait de ces violations ou que personne ne pourrait les prouver. Maintenant, lorsque des migrant-es informent un acteur tel que l'Alarm Phone et que nous assurons le suivi auprès des autorités, nous leur mettons la pression pour agir dans un cadre légal.

Les refoulements arrivent bien moins souvent que les années précédentes, mais depuis que les interceptions par les garde-côtes Turcs sont devenues légales, beaucoup de gens sont encore interceptés. Je n'ai pas vécu de cas de refoulement pendant les permanences avec l'équipe d'Izmir mais nos ami-es migrant-es nous ont plusieurs fois rapportés de tels cas. J'espère que cette méthode ne sera plus jamais utilisée. C'est une

expérience traumatisante et horrible pour ces personnes qui craignent pour leur vie.

L Que signifie être activiste en Turquie ces jours-ci ?

A Depuis la tentative de coup d'état en juillet 2016, la situation est lugubre pour quiconque ayant une vision critique envers le gouvernement – que vous soyez journaliste, universitaire ou engagé-e pour la défense des droits humains. Certain-es de nos ami-es sont en prison dans l'attente de leur procès qui risque de n'avoir lieu que dans un an. D'autres ont été virées de leur travail sans aucune compensation ni explication. Certaines ONG défendant les droits des migrant-es ont été ciblées par les médias pro-gouvernementaux, affirmant que ces organisations sont des agents de l'Europe et qu'elles produisent de faux rapports sur la situation des réfugiés en Turquie afin de donner plus d'influence à l'UE. Ceci crée de la peur et de la colère en même temps. Quoiqu'il en soit, nous continuons notre travail, sachant que nous ne faisons rien de mal ni d'illégal !

L Merci pour cet aperçu ! Continuons à lutter ensemble !

80

81

« J'apporte mon expérience au réseau » — Entretien avec un activiste de l'Alarm Phone à Tanger

Mené par Carla Höppner et Corinna Zeitz

CARLA ET CORINNA Comment as-tu rejoint l'Alarm Phone ?

ACTIVISTE La première fois que je suis venu à Tanger, j'étais invité chez des amis. J'ai passé du temps chez eux. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré des activistes qui venaient d'Europe. On se voyait souvent. Par la suite, je leur ai demandé si je pouvais rejoindre le groupe. Parce que c'est un réseau humanitaire et solidaire et que nous, nous sommes des migrants ici. Nous sommes des étrangers dans ce pays. Ensuite je suis parti à Laâyoune où j'ai passé 8 mois. Et lorsque je suis revenu à Tanger, en septembre 2016, il y avait la grande réunion de l'Alarm Phone qui était organisée. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à travailler avec ce réseau. Je suis arrivé le premier jour de la réunion et j'ai demandé si je pouvais participer. Depuis, j'apporte mon expérience au réseau en faisant un travail de sensibilisation auprès des migrants, en diffusant des informations sur le projet et en informant les personnes intéressées sur les risques et la réalité de la traversée en mer.

83

CC Est-ce que la situation des migrant-es a changé au Maroc durant les deux dernières années ?



Trois voyageurs à bord d'un petit canot pneumatique ont finalement été repérés par les garde-côtes espagnols. Photo : Salvamento Marítimo

A Oui, il y a eu un grand changement. Avant à Tanger, tout le monde vivait dans le ghetto. C'était plus facile de s'organiser ensemble parce que tout le monde était proche. La préparation du voyage était donc plus simple. Mais les *bozas* étaient moins fréquents car comme tout le monde venait ici pour partir, cela nous rendait trop visibles. Les contrôles étaient plus faciles. Il y avait beaucoup de pression. Il y avait aussi une mafia qui était très forte.

Maintenant, à Tanger, les gens sont plus dispersés et on ne voit pas qu'ils sont venus pour faire le voyage. Comme il n'est plus évident que tu es juste là pour le voyage, tu peux régler tes affaires : tu pars au marché normalement et tu te trouves un petit boulot. En même temps, tu t'organises et tu tentes ta chance pour partir. Ça a un avantage. Il est devenu plus difficile pour la police de poursuivre les gens avant le voyage. Même si la sécurité est aujourd'hui renforcée, les *bozas* sont devenus plus fréquents.

CC Quels défis rencontres-tu dans ton travail avec l'Alarm Phone ?

A Même si je suis le dernier à avoir rejoint le groupe de l'Alarm Phone Tanger, je suis désormais pratiquement le dernier membre du groupe sur place. Lorsque je suis arrivé, il y avait tout un collectif de gens qui faisaient partie de l'Alarm Phone et de No Borders. Mais le dernier responsable est parti et c'est à moi qu'on a confié toutes les tâches et toutes les responsabilités. Ça, c'est un défi.

Je crois que les efforts seront récompensés. J'ai un peu d'expérience car j'ai déjà travaillé dans le secteur humanitaire avant de venir ici. Il faut savoir communiquer avec les migrant-es qui sont sur place afin de les sensibiliser, il faut prendre le temps de leur parler, de leur donner les bonnes informations au bon moment si on veut faire correctement ce travail avec elles/eux. J'ai des facilités dans ce domaine. J'ai déjà appris beaucoup de choses et je peux voir quelques avancées. J'espère que les choses vont être désormais plus faciles pour l'Alarm Phone à Tanger. Je vais faire de mon mieux.

CC Est-ce qu'il y a un cas ou d'une situation dans ton travail avec l'Alarm Phone qui t'a particulièrement marqué ?

A Oui. J'ai rencontré quelqu'un qui ne croyait pas en l'Alarm Phone. Je lui ai expliqué plusieurs fois comment ça marchait, mais nous avons toujours des discussions houleuses à ce sujet. Il y a même eu des tensions entre nous à cause de ça. Même s'il connaît beaucoup de gens qui ont pris le bateau, il ne voulait pas appeler l'Alarm Phone parce qu'il avait des doutes. Par exemple, il disait que l'Alarm Phone allait appeler la Marine Royale. Moi je me disais qu'il n'avait pas compris mais qu'il avait besoin de comprendre.

Un jour, il y a eu un grand convoi qui est parti en mer. C'était un convoi avec 46 personnes. Le type en question était en contact avec ce convoi. Je me suis mis en contact avec lui pour le convaincre d'appeler l'Alarm Phone. Finalement, c'est moi qui ai mis le bateau en contact avec l'Alarm Phone. Nous avons suivi le cas ensemble jusqu'à 3h du matin. À la fin, le Salvamento Marítimo les a sauvés. À ce moment-là, le type était très reconnaissant et il a compris l'importance du projet. Cela m'a fait vraiment plaisir par rapport à mon travail avec l'Alarm Phone.

84

85

De voyageurs en détresse en Méditerranée à activistes en Allemagne – Asefaw et Kindesha parlent de leur engagement politique à Hanau

Asefaw et Kindesha ont été interviewés par Maurice Stierl et Marion Bayer

KINDESHA (le nom a été changé)

Que Kindesha soit encore en vie ressemble fort à un miracle. Il s'est enfui de Libye par bateau en janvier 2017, à une période où, à cause du mauvais temps, seul un bateau des ONG de recherche et sauvetage était opérationnel dans cette zone. Quand il est monté sur le zodiac, le moteur avait été changé plusieurs fois car il ne démarrait pas. Ils ont embarqué, mais le moteur surchauffait régulièrement et s'arrêtait. La mer était agitée et personne ne pensait survivre. C'était un groupe de 150 personnes, avec beaucoup de femmes et d'enfants. Soudain, ils ont vu un vaisseau rouge émerger au loin – le bateau de sauvetage Aquarius de l'ONG SOS-Méditerranée. Un petit bateau en plastique s'approcha d'eux et Max, un gars calme avec des cheveux longs qui avait initié le sauvetage, les informa de la procédure – les personnes qui ont besoin d'aide médicale, ainsi que les femmes et les enfants d'abord. Personne ne devait se lever et tou-tes seraient sauvés.

86

C'est Kindesha qui traduisait ces instructions aux autres, et l'une après l'autre, ils-elles ont débarqué. Pendant le mois qui a suivi, il ne pouvait pas croire qu'ils-elles avaient survécu – il se disait ça en repensant aux vagues incroyablement grandes, c'était dur à croire, comme un rêve.

À Catane, en Italie, il refusa de donner ses empreintes mais deux soldats l'ont forcé à le faire. Du camp à Bari, il alla à Milan, puis en Allemagne via l'Autriche – tout ceci au mois de janvier. Il trouva un train de marchandises et grimpa dans un petit espace où il se cacha avec trois amis. Il faisait un froid glacial et l'un d'entre eux en souffrait beaucoup, alors ils l'emballèrent dans une couverture de survie. Ils descendirent à Munich et Kindesha contacta quelques amis en Allemagne. Ils lui dirent de quitter Munich et d'aller ailleurs, c'est ainsi qu'il alla à la gare où la police l'attrapa. C'était la première fois qu'il entendait la langue allemande, parlée par des policiers. Après avoir été enregistré, le petit groupe fut séparé et Kindesha fut envoyé à Giessen, puis plus tard à Hanau. Il raconte qu'il a eu plus de chance que certains de ses amis qui, eux, ont dû quitter l'Allemagne à cause de la menace des expulsions Dublin et sont partis en France, où ils sont restés coincés en essayant de rejoindre l'Angleterre.

À Hanau, on lui parla de Metzgerstrasse 8, un immeuble occupé par des activistes qui proposent des conseils gratuits. Alors qu'il recevait du soutien là-bas, Kindesha proposa ses compétences linguistiques afin d'aider les autres et fit de la traduction pendant les séances de conseil. Il est toujours menacé par le régime Dublin et craint d'être renvoyé vers l'Italie. Mais cela ne signifie pas qu'il se cache. Peu de temps après son arrivée à Hanau, Kindesha a commencé à tenir des discours en public pour partager ses expériences et manifester contre le système Dublin ; dans une église, à l'aéroport de Francfort lors d'une action anti-expulsion, ou lors du 20ème anniversaire de No One Is Illegal, à la Documenta de Kassel. Il dit qu'il restera actif et qu'il continuera à mobiliser des gens. Il est toujours menacé d'expulsion, mais ne veut pas encore chercher refuge dans une église pour trouver protection – il veut d'abord participer à la grande manifestation « *We'll come united* » à Berlin en septembre où il racontera son histoire.

87

ASEFAW En 2013, lorsque j'ai traversé la Méditerranée, il n'y avait pas d'Alarm Phone ni de bateaux de sauvetage des ONG. C'était une autre époque. La situation en Libye était dure, mes amis et moi-même avons beaucoup souffert, certains se sont retrouvés en prison sans rien à manger ni à boire, et d'autres se sont reclus dans des cachettes. Certains de mes amis avaient été blessés par des soldats libyens, et j'avais le numéro du Père Mussie Zerai, alors je l'ai appelé et lui ai demandé de l'aide. Il a contacté la Croix-Rouge et ils ont emmené certains blessés à l'hôpital pour les soigner.

Lorsque je suis arrivé à Lampedusa en avril 2013 avec environ 280-290 autres personnes, j'ai refusé de donner mes empreintes. Beaucoup de personnes brûlaient leurs doigts afin d'effacer leurs empreintes. À cause de mon refus, je suis resté près de 3 mois à Lampedusa, n'ayant pas le droit de partir. Je faisais partie d'un groupe qui se mobilisait collectivement pour protester contre la prise d'empreintes, et nous avons formé un comité. Les autorités ont alors arrêté de nous donner les produits de première nécessité, y compris de l'eau. Au bout de quelques mois, nous avons été obligés de cesser nos protestations. À la fin, nous n'étions plus que 25, la plupart des autres étaient partis et avaient donné leurs empreintes. La situation était difficile, certains tentèrent de se suicider. À Lampedusa, j'ai appelé le Père Zerai, et c'est lui qui m'a donné la force morale de survivre. Ils ont fini par briser ma résistance en utilisant un taser contre moi. Je suis tombé au sol et ils ont pris mes empreintes.

Quelques jours plus tard, j'ai été emmené à Catane en Sicile. Je suis parti pour Rome où je suis resté un mois, puis j'ai pris un train pour l'Autriche. À Munich, ils nous ont trouvés dans un bus et emmenés au poste de police. Ils m'ont dit de retourner en Italie, et m'ont volé le peu d'argent que j'avais sur moi.

Je ne suis pas reparti, j'ai continué mon voyage et j'ai finalement atterri à Hanau. Là-bas, on a commencé à se mobiliser contre les expulsions Dublin et on a créé le groupe « Lampedusa in Hanau ». J'ai également fait partie du projet de l'Alarm Phone dès le début – j'avais fait l'expérience de la traversée de la Méditerranée, donc je savais comment soutenir les personnes dans ces situations dangereuses. Ce projet a sauvé beaucoup de

88

89

monde et je suis heureux de faire partie d'un projet qui lutte pour la liberté de circulation et des passages sûrs. J'ai également eu l'occasion de rencontrer le Père Zerai en personne. Nous avons discuté lors d'un événement à Fribourg en 2015, je lui ai rappelé de quelle manière il nous avait aidé en Libye et à Lampedusa et il se souvenait de moi. Il a été très important pour nous, pas seulement en mer. Il est resté à nos côtés quand il sentait que nous étions à bout de forces. J'essaie de rendre un peu de ce qu'il nous a donné.



Manifestation contre les transferts Dublin.
Aéroport de Francfort, 2014.
Photo : LiHU

L'histoire de Bocar : « il n'y a pas de passages sûrs ! »

Bocar a contacté l'Alarm Phone afin de témoigner de la situation violente et sans espoir en Libye. Il nous a également demandé comment retourner en Gambie sans risquer sa vie. Nous ne pouvions pas l'aider. Mais lors de notre voyage à Zuwarah, en mai 2017, notre délégation a eu la chance de pouvoir lui parler directement et l'interview est basée sur cet échange. En août 2017, nous avons appris qu'il était arrivé en Italie. Malgré sa grande peur de reprendre un bateau, il n'avait pas d'autre choix que de fuir la Libye.

Bocar a été interviewé par Miriam Edding

MIRIAM Pourquoi as-tu démarré ce voyage ?

Bocar Mes parents vieillissaient et dans ma culture, le fils doit prendre soin de ses parents quand ils vieillissent. Alors, nous avons décidé que j'irais en Europe pour gagner de l'argent pour soutenir ma famille. Je voulais leur donner quelque chose en retour.

90

91

M Comment as-tu organisé ton voyage en bateau ?

B J'étais un certain temps à Tripoli où je cherchais un passeur. À la fin, j'ai fini par trouver quelqu'un qui m'a fait une offre pour un bateau partant de Sabratah. Il y a un grand marché à Tripoli, où de nombreux passeurs offrent leurs services. Mais c'est difficile car tu n'as aucun moyen de vérifier ce que les gens te disent.

M Comment as-tu voyagé de Tripoli à Sabratah ?

B C'était organisé par les passeurs : tout, du trajet de Tripoli à Sabratah, à la plage et tout le chemin jusqu'au bateau. Nous nous sommes arrêtés dans de nombreuses villes en route, parce que nous devons passer de nombreux checkpoints. Cela nous a pris quelques jours pour atteindre Sabratah. Quand nous sommes arrivés, j'ai pensé : ils m'ont trahi et m'ont menti. Il y avait tellement de monde. Je ne peux même pas dire combien, peut-être un millier, ou même plusieurs milliers de personnes. Dans la soirée, ils ont poussé plusieurs zodiacs bondés et de nombreuses personnes sont parties. Mais en même temps, de nouvelles personnes arrivaient de Tripoli. C'étaient principalement des Africains de l'Ouest. Mais certains venaient aussi d'Érythrée ou de Somalie.

M Quelle a été ton expérience la nuit où tu as pris le bateau ?

B Nous avons pris le bateau pendant la nuit, depuis Sabratah. Le temps était beau et calme. Mais peu de temps après nous avoir poussé de la plage, les vagues sont devenues très grosses et notre bateau était secoué. Ça remuait beaucoup. Nous avons pensé que nous allions tous mourir. Tout était noir et nous ne pouvions rien voir. Nous avons commencé à prier. Peu de temps après, environ une demi-heure, un bateau est venu nous sauver. Seul Dieu peut te sauver lorsque tu es sur l'eau.

M Comment es-tu arrivé à Zuwarah et pourquoi ?

B J'étais à Sabratah, mais c'était très dangereux. Les Noirs ne peuvent pas se déplacer librement là-bas. Tu peux te faire tirer dessus ou ils peuvent te capturer. Tu ne peux pas te déplacer librement et il n'y a aucun moyen de

gagner ta vie. Alors, des amis m'ayant parlé de Zuwarah, j'y suis allé et j'y vis depuis août 2016. Je travaille dans la construction. Le travail est dur et tu n'en trouves pas toujours. Nous, migrants, nous vivons ensemble dans une maison. Dans chaque chambre, il y a 3 à 5 personnes et nous partageons le loyer.

M Comment était la vie à Zuwarah ?

B La vie est dure en Libye. Très dure. Chaque jour je vais à la station pour chercher du travail. Quelquefois, il n'y a pas de travail de la journée ou même pendant deux jours. Il n'y a rien d'autre à faire pour nous. Nous n'avons pas d'endroit où aller, excepté la maison où nous habitons. Si je reste à la maison le soir, je pense beaucoup. Cela trouble mon esprit, toutes ces pensées. Si je prends un café dans un bar, je ne reste jamais sur place. Je le prends toujours et je quitte les lieux parce que je ne me sens pas à l'aise. Quoi qu'il en soit, au moins tu es en sécurité à Zuwarah, personne ne va te capturer. Tu peux même essayer de chercher du travail. C'est le meilleur endroit que je connaisse en Libye et c'est pourquoi je suis venu ici.

M Que savais-tu du voyage avant de partir ?

B Je ne savais rien. C'est plus qu'une aventure. Je m'attendais à ce que ce soit dur. Mais ça... c'est plus que ça. Seul Dieu peut te sauver. Chaque pas que tu fais est un risque. Chaque moment est un risque. Je n'aurais pas quitté la Gambie si j'avais su tout cela. Mais je ne savais rien du voyage. Je veux rentrer en Gambie et commencer à faire quelque chose avec peu d'argent. Je pense que je peux faire plus que ce que je fais ici à Zuwarah.

M Que prévois-tu de faire maintenant ?

B C'est trop dangereux de prendre le bateau. Si ces pêcheurs n'étaient pas venus nous sauver, nous serions morts. Je suis en Libye depuis un certain temps maintenant et j'ai entendu beaucoup d'histoires. J'ai des amis qui ont pris le bateau et j'ai appelé leurs passeurs qui m'assurent qu'ils sont entrés en Europe. Mais depuis qu'ils sont partis, je n'ai plus de nouvelles d'eux, et leurs familles au pays non plus. Je sais que les risques sont élevés. Depuis quelques temps, je suis en contact avec l'OIM pour essayer de

92

93

rentrer chez moi. Mais ce n'est pas possible car je devrais aller à Tripoli. Je devrais passer par de nombreuses villes qui sont trop dangereuses. J'ai fui Sabratah car tu peux t'y faire tuer sans aucune raison. Ou alors ils te capturent, te vendent ou te forcent à monter sur un bateau contre de l'argent. Je ne peux pas aller à Tripoli pour rentrer chez moi de là-bas, je ne monterai plus jamais sur un de ces bateaux pour l'Europe.

M Prendrais-tu un bateau sûr ?

B Que veux-tu dire par là ? Naturellement, s'il y avait un moyen sûr de rejoindre l'Europe, je préférerais le prendre. Mais il n'y a pas de passages sûrs !

M Es-tu en contact avec ta famille ?

B Tout le monde a des numéros de la famille au pays. Si des personnes montent sur un bateau, elles laissent leur numéro à un ami qui reste, pour qu'il puisse être en contact avec la famille et voir si la personne est arrivée de l'autre côté. Mais pour beaucoup, tu n'entends plus jamais parler d'eux. C'est le plus dur. Je ne peux pas imaginer prendre un bateau et ensuite que mes parents ne sachent pas ce qui s'est passé. Ils n'auraient pas de corps à enterrer, ils n'auraient personne pour faire leur deuil. Je ne peux pas supporter cette idée. C'est également pour mes parents que je refuse de faire ce voyage.

Community Outreach
Exchange, Needs
Interviews
Distribution of media

Research/
Documentation

Media Group

AP Shifts
Forum
- Alarm phone

Translator-
Pool

CM-Plane
App + SAR-Boats
Networking

Le réseau de
l'Alarm Phone
et ses projets
voisins

Fund Raising

Alarm Phone
re-sectphone
Sahara

Missing
at Borders

4



Un Alarm Phone dans le Sahara

Dorette Führer, Volker Mörchen

D'innombrables personnes perdent la vie chaque année non seulement en Méditerranée, mais aussi dans le désert. Il n'y a pas de chiffres officiels mais les migrant-es qui ont traversé le désert, ainsi que les acteurs des pays directement touchés, pensent que ces chiffres sont aussi élevés qu'en Méditerranée. Dans le désert, tout comme en Méditerranée, des contrôles rigoureux et des criminalisations injustifiées conduisent les gens à prendre des routes de plus en plus dangereuses, ce qui augmente le nombre de décès dans cette région.

Depuis quelque temps, l'Union européenne tente d'arrêter les migrant-es avant même qu'ils-elles n'atteignent la Méditerranée. Compte tenu de la situation instable en Libye, les pays du Sahel, le Niger, le Tchad et le Mali ont désormais un intérêt particulier pour le régime migratoire. Frontex a ouvert un bureau à Agadez (Niger) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a étendu sa présence dans la zone frontalière entre le Niger et la Libye depuis 2017, les négociations gouvernementales s'orientent vers la création de hotspots au Niger et Tchad. Dans l'intérêt

de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et de l'Italie, de grands camps d'accueil gérés par le UNHCR seront créés dans ces régions.

Le but de ces mesures est toujours le même : le contrôle renforcé des migrations et le refoulement des personnes. Que cela soit réalisable ou non reste discutable. Néanmoins, les pratiques de contrôle et de surveillance strictes dans le désert ont des conséquences dramatiques. Par exemple, le 25 juin 2017, lorsqu'un groupe de 75 migrant-es venu-es de Gambie, du Nigeria, du Sénégal et de Côte d'Ivoire a été laissé sans secours dans le désert du Ténéré, près de Seguedine, 52 personnes sont mortes. Les 23 survivant-es ont traversé le désert pendant plusieurs jours avant de finalement trouver une source d'eau. Ils ont ensuite été ramassés par l'OIM et amenés au nouveau centre de transit à Dirkou. De tels cas se produisent également du fait que l'armée du Niger occupe actuellement les principales sources d'eau le long de la route principale. Pour cette raison, les passeurs doivent prendre des chemins plus difficiles, ce qui augmente le risque d'accident. De plus, les conducteurs abandonnent souvent les groupes des migrant-es s'ils sont repérés de façon inattendue par des forces de sécurité, car désormais ils sont arrêtés et leur véhicule confisqué.

Mais qu'en serait-il si les conducteurs avaient une autre alternative et pouvaient appeler le numéro d'un réseau indépendant dans ce type de situation ? S'ils étaient capables de transmettre l'emplacement GPS du véhicule en panne sans avoir à craindre de représailles ? C'est ici qu'intervient l'Alarm Phone Sahara, initié par des représentant-es de différents groupes et réseaux en février 2017, lors d'une réunion à Niamey (Niger). Des militant-es du Maroc, du Niger, du Mali, du Togo, de l'Europe et du Burkina Faso sont impliqués, et une deuxième réunion plus grande a eu lieu en mai 2017, avec une visite des activistes maliennes de Bamako à Niamey en passant par Gao, ainsi qu'une recherche intensive à Agadez, dans le nord du Niger.

Un aspect clé du travail de ce nouveau réseau est d'abord de fournir des informations fiables aux migrant-es qui prennent la route. Dans de nombreux cas, ils sont délibérément trompés par des passeurs qui leur vendent, par exemple, des billets trop chers pour des bus publics. Les consignes de sécurité dans le désert devraient être disponibles en ligne et

96

97

par téléphone, ainsi que sur des dépliants distribués dans les lieux habituels de transit, comme les principales gares routières, afin de permettre aux migrant-es de prendre leurs décisions sur la base d'informations indépendantes. Les nombreuses radios locales tout au long de la route sont aussi des moyens importants de communication.

De plus, l'Alarm Phone Sahara se conçoit comme un centre de surveillance qui tente non seulement de documenter les cas de décès dans le désert, mais qui cherche aussi des possibilités d'intervention directe. La situation dans le désert ne peut toutefois pas vraiment être comparée aux conditions de la Méditerranée – notamment parce que, dans une grande partie du Sahara, se déroulent des conflits armés et qu'il n'y a pas de « gardes du désert » (comparables aux garde-côtes) obligés de sauver les gens en cas d'appel de détresse. En outre, la plupart des régions du Sahara sont difficiles d'accès et les pays touchés manquent souvent d'hélicoptères ou de véhicules tout-terrain – ou tout simplement d'essence.

Lorsque les ressources financières nécessaires seront disponibles, nous achèterons une camionnette à Agadez, ce sera le premier pas concret vers l'Alarm Phone Sahara. L'équipe responsable pourra être appelée par téléphone satellite en cas d'accidents ou de pannes, et pourra effectuer des opérations de secours, livrer de l'eau et/ou réparer le véhicule. Dans la mesure où notre projet est intégré dans un réseau plus large, comprenant des acteurs de la société civile qui connaissent à la fois le terrain, les structures locales et la situation dans le désert, les conditions sur place semblent réunies pour le moment. Le message politique et le fil reliant tous ces acteurs sont la revendication de la liberté de circulation pour tous et la revendication de passage sûrs – même à travers le désert.

Pour plus d'informations et de contacts :

<https://www.facebook.com/AlarmePHONEsahara/>

Ou: www.afrique-europe-interact.net

Lors de la première réunion
de l'Alarm Phone Sahara
à Niamey/Niger, février 2017.
Photo : Alternative Espaces Citoyens



Points de contrôle sur la route entre Ouagadougou (Burkina Faso) et Niamey, où les migrant-es en transit sont sélectionnés.
Photo : Richard Djif



Missing at the Borders – personnes disparues aux frontières

Par Hatem

« *Missing at the borders* » est le nom d'une page web créée pour les familles dont les enfants ont péri, ont disparu ou ont été enlevés lors du voyage vers Europe, afin de porter leurs voix dans le monde. La mer Méditerranée est devenue un cimetière en plein air – chaque année, nous assistons à l'effroyable décompte des vies perdues. Pourtant, dans le discours public, les victimes apparaissent souvent comme des nombres, en oubliant qu'elles sont avant tout des êtres humains. La personnalité unique de chacune d'entre elles, ses espoirs et ses rêves la poussant à migrer, sont complètement ignorés et effacés. Quant aux proches des migrant-es, l'état de désespoir dans lequel ils se trouvent est tout simplement absent du discours public.

DES FAMILLES qui vivent dans l'angoisse de la disparition de leurs proches, parfois arrivés en Europe et puis disparus sans laisser de traces.

DES FAMILLES qui pourraient avoir des indices sur leurs proches, victimes de disparitions forcées, détenus illégalement dans l'une des centaines de prisons pour migrant-es que l'on construit au sud de la Méditerranée, sur le sol africain, avec l'aval politique et le soutien économique de l'UE.

DES FAMILLES obligées de payer des sommes d'argent énormes pour libérer leurs proches des tortures infligées par les trafiquants d'êtres humains ;

DES FAMILLES qui ne peuvent pas enterrer leurs proches après avoir appris leur décès parce que les corps ne leur ont jamais été rendus ;

DES FAMILLES qui ont demandé justice lorsque des policiers et des militaires étaient responsables du décès de leurs proches, et qui ont reçu pour seule réponse le rejet de toute poursuite judiciaire.

MISSING AT THE BORDERS veut être la voix des migrant-es qui ont péri, disparu ou ont disparu de force, en proposant une plateforme à leurs familles. Cette page web recueillera des enregistrements vidéo des familles des migrant-es dans le but de donner une identité à chacune des vies perdues, de faire connaître et de soutenir les combats de ces familles dans leur lutte pour la vérité et la justice.



Familles des migrants disparus devant le Ministère des Affaires Sociales à Tunis, décembre 2016
Photo : Mohamed Ketbach

102

103

LA SITUATION DES FAMILLES TUNISIENNES : entre mars et mai 2011, 501 citoyen-nés tunisien-nés ont disparu en Méditerranée. Leurs familles ont commencé à les chercher, d'abord en déposant des rapports sur les personnes disparues dans les commissariats de police locaux, puis en protestant auprès du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères à Tunis, où les mères de famille ont organisé des manifestations spectaculaires et où certaines se sont même incendiées. Le cri « Où sont nos enfants ? » grondait dans les rues de Tunis. Les familles ont autorisé le gouvernement tunisien à envoyer les empreintes digitales des disparu-es aux autorités italiennes, afin que celles-ci soient comparées à celles des

personnes arrivées en Italie. Six années se sont écoulées et personne n'a encore fait l'effort de partager les résultats avec les familles. Après avoir formé quatre associations, les familles continuent de se battre jusqu'à aujourd'hui, en demandant des réponses aux gouvernements italien et tunisien.

LA SITUATION DES FAMILLES ALGÉRIENNES : les années 2006–2009 ont été marquées par une augmentation du nombre de personnes quittant l'Algérie, partant notamment de la ville d'Annaba vers la Sardaigne. En 2007 et 2008, des centaines de jeunes Algérien-nes ont disparu durant le voyage. Leurs familles se sont alors tournées vers les garde-côtes algériens et italiens qui répondirent que la mer était calme et qu'il n'y avait eu aucun naufrage. Certain-es des jeunes migrant-es avaient toutefois pu informer leurs familles qu'ils-elles étaient sur le point d'être interceptés-es par la police dans les eaux territoriales tunisiennes – pour beaucoup de familles, ce fut la dernière fois qu'elles entendirent la voix de leurs proches. Certaines familles ont pu recueillir des preuves confirmant que leurs enfants avaient été arrêtés par la police tunisienne et ont donc affirmé qu'ils avaient été victimes de « disparitions forcées ». Les familles ont porté plainte devant les tribunaux tunisiens et algériens, mais n'ont pas reçu de réponse à ce jour. La « disparition forcée » est définie à l'article 2 de la Convention pour la protection des personnes comme :

l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi.

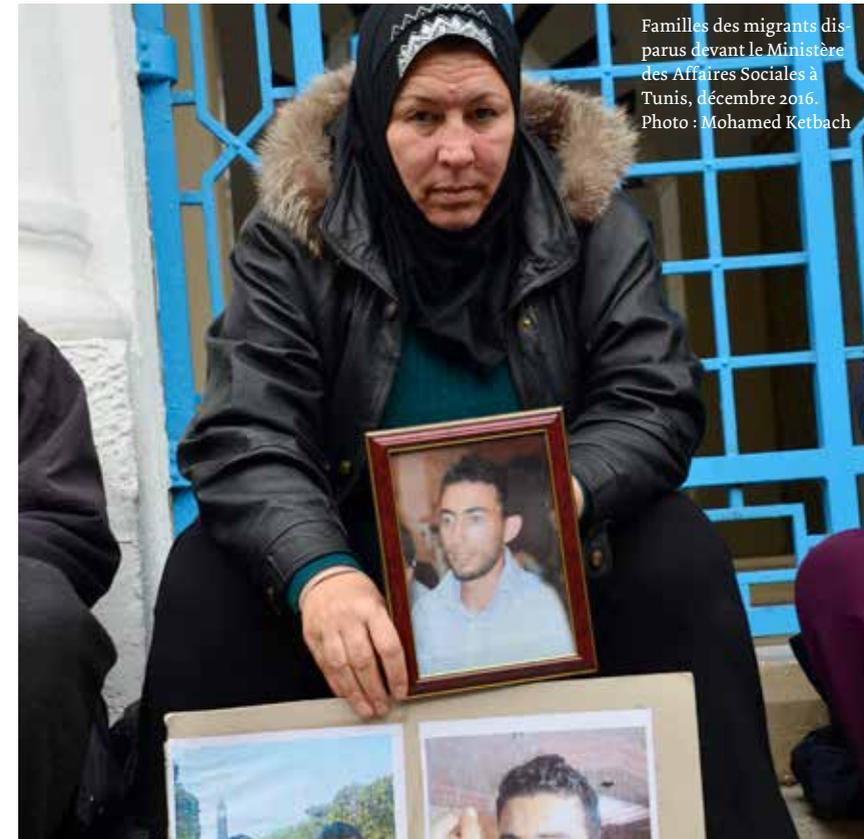
Sur la base de cette convention, l'avocat des familles algériennes, Dr. Kouceila Zerguine, a pu présenter le cas des migrants algériens disparus au Comité de l'ONU s'occupant des disparitions forcées. Il s'agissait, pour la première fois, d'un cas de disparition de migrant-es. Les résultats seront publiés en 2017.

104

105

MISSING AT THE BORDERS est soutenu par des militant-es de plusieurs réseaux antiracistes des deux côtés de la Méditerranée :

Milano senza Frontiere: <https://www.facebook.com/milanosenzafrontiere/?fref=ts>
Palermo senza Frontiere: <https://www.facebook.com/Palermosenzafrontiere/?fref=ts>
Como senza Frontiere: <https://www.facebook.com/comosenzafrontiere/?fref=ts>
Carovane Migranti: <http://carovanemigranti.org/>
Association des travailleurs maghrébins en France: www.atmf.org/
Alarm Phone: <https://alarmphone.org/>
WatchTheMed: <http://www.watchthemed.net>



Familles des migrants disparus devant le Ministère des Affaires Sociales à Tunis, décembre 2016.
Photo : Mohamed Ketbach



Familles des migrants disparus
devant le Ministère des Affaires
Sociales à Tunis, décembre 2016.
Photo : Mohamed Ketbach



Familles des migrants disparus
devant le Ministère des Affaires
Sociales à Tunis, décembre 2016.
Photo : Mohamed Ketbach

Les coopérations de l'Alarm Phone : construire un grand réseau autour de la Méditerranée — L'exemple de Moonbird

Par Tamino

Lorsque les ONG privées sont arrivées en Méditerranée pour stopper les décès en mer avec leurs propres navires, les membres de l'Alarm Phone ont pris contact avec elles, afin de partager nos expériences, nos connaissances et créer un réseau de coopération autour de la Méditerranée. Ce fut aussi le cas lorsque l'organisation Sea-Watch, basée à Berlin, a lancé son opération de recherche et de sauvetage (SAR) en 2015, d'abord avec un voilier de 23 m et plus tard en 2016 avec un navire plus grand et plus professionnel. Vers la fin de l'année 2016, Sea-Watch a lancé des vols d'essai avec un Cirrus SR22 afin de réaliser une surveillance aérienne SAR, et l'opération Moonbird a officiellement commencé en avril 2017. Dès le premier jour de l'opération, l'Alarm Phone et Moonbird ont coopéré sur le même cas (voir l'article « Quelques cas mémorables de l'Alarm Phone ») dans la Méditerranée centrale, cette coopération s'est par la suite intensifiée.

Il sera ici question d'un cas de coopération survenu le 15 juin 2017.

110

Tout a commencé par un e-mail du Père Zerai, reçu le matin à 7h50 (CEST). Ce dernier avait transmis un numéro de téléphone satellite provenant d'un bateau de migrant-es en détresse parti de Khoms, en Libye. La position du bateau montrait que celui-ci se trouvait encore dans les eaux territoriales libyennes. Notre équipe de permanence n'est pas parvenue à joindre les voyageurs, mais en vérifiant leur crédit, nous avons pu voir qu'ils utilisaient leur téléphone et passaient beaucoup d'appels. Nous avons rechargé le crédit de leur téléphone à chaque fois qu'il diminuait, afin de les aider à pouvoir communiquer.

À 8h50 (CEST), nous avons informé Moonbird de notre cas et avons demandé une opération de recherche du bateau et de coordination du sauvetage. Cinq minutes plus tard, nous avons reçu un autre e-mail du Père Zerai, nous donnant une nouvelle position. Les voyageurs semblaient avoir atteint les eaux internationales. Cependant, aucun navire SAR ne se trouvait à proximité. Comme le bateau avait désormais quitté la zone sous juridiction libyenne, notre équipe de permanence a appelé le Centre de coordination des sauvetages (MRCC) à Rome. Ce dernier a confirmé qu'il lancerait une opération SAR pour rechercher le bateau.

Peu de temps après, nous avons envoyé la nouvelle position du bateau à Moonbird. Le bateau se trouvait alors à 32 ° 45'N 014 ° 36'E. Moonbird



À 10h02 (CEST), Moonbird repère le bateau de migrant-es en contact avec l'Alarm Phone. Photo : opération aéroportée de Moonbird www.sea-watch.org, www.hpi.swiss

Moonbird reste sur place jusqu'à ce que le Vos Hestia ait commencé sa mission de sauvetage.
Photo : opération aéroportée de Moonbird
www.sea-watch.org, www.hpi.swiss



répondit : « 0712 position bien reçue. Nous nous approchons. ETA 0750z. Terminé. » Ce qui voulait dire que l'avion arriverait au niveau de la position du bateau à 9h50 (CEST). Comme l'avion n'a pas accès aux données du trafic maritime dans la zone SAR, l'équipe Moonbird demanda à l'équipe de l'Alarm Phone d'envoyer une mise à jour de la position du Vos Hestia, le navire de sauvetage de l'ONG Save the Children, ce que nous avons fait. Nous pensions que le Vos Hestia allait mener l'opération SAR de ce cas, mais n'avions pas pu établir de contact direct avec son équipage.

À 10h02 (CEST), nous avons reçu une confirmation de Moonbird par e-mail : « 0802 bateau en vue. Le moteur ne tourne pas. Position 32d50mN 014d32mE. Transférer SVP. Nous n'avons pas encore de contact avec Vos Hestia. Nous continuons SAR à l'ouest. Revenons plus tard pour la coordination de sauvetage avec VH. » L'équipe de permanence a immédiatement informé le MRCC Rome de la nouvelle position du bateau. Comme l'avion Moonbird continuait ses opérations vers l'ouest et se dirigeait vers la côte libyenne, il croisa le Vos Hestia, déjà informé par le MRCC Rome et qui s'approchait du bateau en question. Moonbird a donc transmis toutes les informations importantes à Vos Hestia et a poursuivi sa mission de reconnaissance à l'ouest.

113

Vers 10h23 (CEST), nous avons de nouveau appelé le MRCC Rome qui confirma que le Vos Hestia avait reçu l'ordre de mener une opération SAR. En communiquant avec le Moonbird, nous avons appris qu'il y avait d'autres opérations de sauvetage en cours à l'ouest de Tripoli. Le Moonbird, impliqué dans la coordination SAR, avait demandé au Seagull, l'avion militaire espagnol opérant sous le commandement de la mission militaire européenne EUNAVFOR Med, de s'occuper de la surveillance aérienne à l'est.

Le Seagull, opérant au nord de Khoms, a par la suite transmis la position mise à jour de notre cas à Moonbird, qui lui-même a relayé cette information à notre équipe de garde. Les personnes se trouvaient maintenant à 32 ° 59'N, 014 ° 27'E. Nous avons transmis cette position au MRCC Rome et avons demandé à Moonbird de vérifier notre cas. À 12h25 (CEST), l'équipe Moonbird quittait la zone à l'ouest de Tripoli pour coordonner le sauvetage des migrant-es avec lesquels nous étions en contact.

Au bout de deux heures, nous avons pu constater que les migrant-es n'utilisaient plus leur téléphone. Peut-être l'avaient-ils jeté à l'eau, après l'arrivée de l'avion militaire, par crainte de la criminalisation. Peu de temps avant l'arrivée du navire de sauvetage Vos Hestia, dans la zone où le bateau de migrant-es avait été localisé pour la dernière fois, le Moonbird est arrivé sur les lieux. L'avion a repéré le bateau pneumatique et a transmis la position à Vos Hestia pour que celui-ci arrive plus rapidement. L'e-mail envoyé par Moonbird à notre équipe de permanence était le suivant : « 1055 Nous pouvons confirmer que VH a un contact visuel avec le bateau. 1 NM plus loin. Les opérations SAR débutent. Fin. »

Dans la mesure où le MRCC Rome n'était pas certain qu'il s'agisse bien du bateau avec lequel nous avons été en contact, nous avons demandé à Moonbird de faire des recherches autour de cette position afin de savoir s'il y avait d'autres bateaux. Mais l'avion n'a pas localisé d'autres bateaux à proximité. Nous avons ensuite demandé à nouveau à l'équipage du Moonbird s'il pouvait nous confirmer que le bateau en cours de sauvetage était bien le bateau en question, ce qu'il fit en répondant : « 1109 Nous confirmons que le bateau en cours de sauvetage par VH est bien votre cas. Nous quittons maintenant la zone SAR. Merci de votre collaboration. Fin. » Comme le MRCC Rome n'en était pas tout à fait sûr, nous avons revu toutes les positions GPS reçues, en les comparant à celles fournies par le Moonbird et le MRCC Rome. Après plusieurs appels avec le MRCC Rome, nous étions absolument sûrs que le bateau sauvé était bien le bateau en question. Par la suite, nous avons reçu des photos de notre cas via Moonbird. À 23h (CEST), le MRCC Rome a confirmé que le sauvetage du bateau était désormais terminé.

Ce cas montre, une fois de plus, à quel point les acteurs civils sont importants pour soutenir les gens qui prennent la route maritime. Notre réseau, qui est en relation avec de nombreux autres acteurs, groupes et ONG, est en train de créer un réseau beaucoup plus vaste tout autour de la Méditerranée, afin de renforcer tous les efforts existants pour secourir les personnes en détresse et assurer des opérations SAR réussies. Si le passage par la Méditerranée centrale demeure la zone frontière la plus meurtrière au monde, et reste extrêmement dangereux, nous pouvons accélérer les

opérations de sauvetage, sensibiliser et lutter pour des voies légales et sécurisées – ce qui est, après tout, la seule solution pour arrêter les décès en mer.

114



Un Rhib (bateau pneumatique à coque rigide) de Vos Hestia établit un premier contact avec le bateau des migrant-es.

Photo : opération aéroportée de Moonbird
www.sea-watch.org, www.hpi.swiss

BOZA TRACKS GAL MO GUEUNE FRONTEX! FERRIES PAS FRONTEX !

Chanter contre les frontières

Xelu Baye Fall, Rijaal Fall, Max, Khalil

(Wolof)

XELU

Takkeu diogue

paré ngagn niou Takkeu diogue?

naniou Takkeu diogue

mani paré nguene niou Takkeu diogue?

GAL MO GUEUNE FRONTEX

il faut que je m'en aille, même s'il faut que je pagaille

j'en ai assez des "aïes"

oubilène yène frontières yi

wala niou daw nioune sangou nioune barrières

ouvrez les frontières, enlevez les barrières

je suis clandestin, je suis pas ton festin

116

117

je suis clandestin mais pas ton business

loutakh ma dougou mane nga begue ma deloussi?

eske lolou khel manenako nagou way?

loutakh mane ak yaw doniou niou ay waye?

ay way! Naniou sakou doone ay waye

yone bi goudouna, leudeum na, sori na

barrière bi magg na, guedj mbaboula bi diow na

yone bi goudouna, leudeum na, sori na

barrière bi magg na, guedj mbaboula gui ya na

DOUGOU_TEKKI_GNIBI

wakh diou kéneu dou dindi

Mauritanie, Libye outi moniou Takha Touki

bayi léne niou déme

yemandé ti clandestin bi

KHALIL

yo I'm a real clandestin

sopi sama destin, fog ma dokh ak sama instinct

yup gueneu ti bi danger

mbeugg barrières, tegui Tanger

coaché Polo, ramer dougou

wala dess ti ndokh bi

dakhantè ak boumla

Takkeu Diogue nguir BOZA

siguil khôle boy, dakh daw gueneu gaw

bougou la kéré yobou oujda

bobbalegui, niogui dieme dougou

bobbalegui, meune té oundou

bobbalegui, faw niou Takkeu khole bènene bountou

alhamdou, dougoussi na magui sama town Dakar

di doundou underground

guem sama bopp never back down

si système bou sickness laniou diyanté diémé business
 dang dangui takhalé khole founiou diari
 LIBERTÉ DE CIRCULATION laniou sakou
 kholate lène sène textes
 souniou ndite lay indexes
 guem séne bopp dindi bi complexe
 signé ay accords, diport seni dôme
 diapê sène bopp héros
 tass sa yakar, bosé sa polo
 remettre la a zéro

Takkeu diogue
 paré ngagn niou Takkeu diogue?
 naniou Takkeu diogue
 mani paré nguene niou Takkeu diogue?

(Français)

XELU

Allons-y ! Bougeons !
 Etes-vous prêts à partir ?
 Allons-y ! On y va !
 Je dis : êtes-vous prêts à partir ?

FERRIES PAS FRONTTEX

il faut que je m'en aille, même s'il faut que je pagaille
 j'en ai assez des "aïes"

vous ! ouvrez les frontières
 ou nous démolirons ces barrières
 ouvrez les frontières, enlevez les barrières
 je suis clandestin, je suis pas ton festin
 je suis clandestin mais pas ton business

pourquoi je suis entré et tu veux me déporter ?

118

119

Est-ce que c'est normal ?
 Pourquoi toi et moi ne sommes pas amis ?
 oh! souhaitons être des amis
 la route est longue, obscure, éloignée
 les barrières sont devenues plus grandes, la mer pleure
 la route est longue, sombre, distante
 les barrières ont grandi, l'océan pleure

DOUGOU_TEKKI_GNIBI ///

ENTRER – RÉUSSIR – REVENIR

Personne ne peut échapper à ça
 Mauritanie, Libye nous voyageons pour rechercher
 Laissez-nous partir
 Solidarité avec tous les clandestins

KHALIL

Yo je suis un vrai clandestin
 Pour changer mon destin, je dois marcher avec mon instinct
 Cogner les barrières, poser un bateau à Tanger,
 Chercher une plage, ramer pour entrer,
 Ou bien rester dans l'eau,
 Être chassé par la police,
 On y va pour le BOZA !
 Lève la tête et regarde ! Courir vite pour être plus rapide
 Si on t'arrête, on te jette à Oujda
 Depuis longtemps, on essaie d'entrer
 Depuis longtemps, ce n'est pas possible
 Depuis longtemps, il faut qu'on parte voir d'autres portes
 Grâce à Dieu, je suis revenu, je suis dans ma ville Dakar
 Je vie le underground, gloire en moi, jamais renoncer !
 C'est mon problème s'il font leur business
 Aller de gauche à droite, joindre les deux bouts,
 Voir par où nous pouvons passer
 On demande la liberté de circulation

Changer vos lois, j'indexe nos dirigeants
 Croyez en vous, enlevez ce complexe !
 Vous avez signé ces accords, refoulé vos enfants
 Vous croyez que vous êtes des héros
 Mais ils te déçoivent, ils créent des problèmes chez toi
 Qui te remettent à zéro

On y va ! Partons !
 Etes-vous prêts à partir ?
 Allons-y ! On y va !
 Je dis : êtes-vous prêts à partir ?

Commentaires

XELU BAYE FALL J'ai écrit cette chanson pour motiver les migrant-es. Im-migrer, ce n'est pas facile, rien n'est facile dans cette vie d'ailleurs. Il faut faire face à la pression et aux souffrances que toutes les personnes illé-galisées connaissent. C'est la motivation qui m'a permis d'écrire cette chan-son, parce que tous les migrant-es veulent traverser l'océan et les barrières pour atteindre l'Europe, en espérant y trouver de meilleures conditions de vie. TAKKEU DIOGUE ! Allons-y !

RIJAAL FALL DOUGOU_TEKKI_GNIBI – ENTRER_RÉUSSIR_REVENIR Ce slogan est né à Tanger en 2016. Pour nous, c'est un cri de motivation, pour croire à notre objectif qui est de traverser l'océan, de nous installer en l'Eu-rope et de vivre dans des meilleures conditions. Mais cela signifie aussi que nous n'oublions pas d'où nous venons, de l'Afrique qui a besoin de ses enfants. Nous sommes les seuls à pouvoir changer les choses pour une vie meilleure en Afrique, surtout au Sénégal. Pour cela, il faut entrer, réussir et aussi revenir. C'est pourquoi nous demandons la liberté de circulation. Pour le droit de partir, de rester et de revenir pour tout le monde !

Voir aussi : facebook.com/groups/1117135194993628/

MAX Pour ce morceau, nous avons combiné des sons et des images de Tan-ger, Dakar et Berlin. Cela reflète bien l'idée du projet BOZA TRACKS, il s'agit d'enregistrer un album avec de chansons composées tout au long

des routes vers l'Europe. Le processus d'enregistrement a lieu dans des en-droits et des studios différents, pour transmettre un message politique : Chanter contre les frontières. Comme BOZA signifie "victoire", nous vou-lons donner de l'espoir et briser les émotions négatives du voyage avec un mélange de différentes voix qui créent le son de la lutte pour la liberté de circulation.

Voir aussi : facebook.com/bozatracks

KHALIL Cette chanson résume ma vie de migrant illégalisé. C'est comme ça que j'ai vécu pendant des années, comme beaucoup d'autres. De Dakar à Tanger, c'est la traversée du désert ou de l'océan vers un El Dorado, en espérant trouver une vie meilleure. Nous accusons Frontex d'encourager les injustices qui ont lieu aux frontières européennes où les migrant-es sont torturé-es, emprisonné-es et tué-es. J'en profite ici pour honorer mes ami-es qui ont perdu leurs vies en essayant de traverser la mer. Reposez en paix.

Regarder la video sur YouTube (avec sous-titres) :

youtube.com/watch?v=LtFNjF8ZuVA

120

121



BOZA – c'est le mot utilisé par les migrant-es pour désigner une traversée réussie des frontières extérieures de l'Europe.
 Photo : Timotheus Theisen

GAL MO
GUEUN
FRONTEX

FERRIES
NOT
FRONTEX



De la dissuasion à la non-assistance, jusqu'à la fermeture violente des frontières maritimes de l'UE

Par Charles Heller et Lorenzo Pezzani

La documentation et la contestation des pratiques de non-assistance ont été fondamentales pour le projet Alarm Phone. De manière stratégique, les États mobilisent les juridictions complexes qui divisent la frontière méditerranéenne pour justifier alternativement l'extension de leurs droits souverains par des opérations de police ou, au contraire, pour se soustraire au devoir de sauver des migrant-es en détresse. Suite à la réouverture de la Méditerranée centrale par le Printemps arabe en 2011, plusieurs cas de non-assistance ont été documentés, comme le « *left-to-die-boat* » en 2011 dans lequel 63 personnes sont mortes après avoir été abandonnées à leur sort en mer¹ et le cas du 11 octobre 2013, lorsque, suite aux réticences de l'Italie et de Malte à effectuer une opération de sauvetage, plus de 200 personnes se sont noyées.² C'était en réaction à ces cas répétés de non-assistance que notre propre projet d'océanographie judiciaire ainsi que l'Alarm Phone ont été lancés.

Les événements qui ont suivi le cas du 11 octobre ont cependant marqué une rupture radicale – même si temporaire – avec les pratiques de non-assistance. Le 18 octobre 2013, l'Italie a initié, seule, l'opération

« humanitaire et sécuritaire » Mare Nostrum (MN), durant laquelle elle patrouillait pro-activement près des côtes libyennes pour sauver les migrant-es et les débarquer par défaut en Italie. Cependant, cette rupture fut de brève durée. Rapidement, l'opération MN a été attaquée sous prétexte de constituer un « facteur d'attraction » et a été arrêtée fin 2014. À la place, c'est l'opération Triton qui a été lancée depuis le 1er novembre 2014, menée par l'agence européenne des frontières Frontex. Cette opération a déployé moins de navires dans une zone plus éloignée de la côte libyenne. Le contrôle des frontières, plus que le sauvetage, était sa priorité. Dans cette politique, on peut voir une évolution des pratiques de non-assistance vers une véritable politique de non-assistance, à travers laquelle l'UE et ses États membres ont cherché à garder leurs moyens de sauvetage aussi loin que possible des migrant-es en détresse, comme moyen de dissuasion. Comme nous l'avons montré dans notre rapport *Death by Rescue*, cela n'a pas entraîné moins de traversées mais une augmentation vertigineuse des décès de migrant-es en mer, dont les deux naufrages d'avril 2015, qui ont coûté la vie à plus de 1 200 personnes en une seule semaine, sont la terrible conséquence.³

L'impunité qui a prévalu dans la mise en œuvre de cette politique néfaste a permis à celle-ci de se perpétuer, comme nous l'avons montré dans notre dernier rapport *Blaming the rescuers*.⁴ L'UE a continué à s'abstenir de proposer des mesures proactives de recherche et de sauvetage, en se concentrant sur la lutte contre la contrebande, ce qui a rendu le passage encore plus dangereux. En réaction à la terrible perte de vies humaines, en particulier celles d'avril 2015, les ONG ont courageusement mis en place leurs propres navires pour combler l'insuffisance mortelle des capacités de sauvetage. Comme le nombre de personnes faisant la traversée a augmenté en 2016, les ONG ont également été accusées de constituer un « facteur d'attraction », comme Mare Nostrum l'avait été auparavant. Par conséquent, elles ont dû, et doivent encore, faire face à une vague de criminalisation et d'intimidation qui a culminé au cours de l'été 2017. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne voyons pas seulement le risque d'une nouvelle augmentation vertigineuse des décès en mer – ce qui avait été le résultat de la dernière attaque sur les opérations de recherche et de

124

125

sauvetage proactives. Cette fois-ci, l'attaque des activités SAR des ONG est aussi étroitement liée à une violente politique de fermeture : les seules activités de « sauvetage » que les décideurs-euses européen-nes souhaitent voir sont celles menées par la garde côtière libyenne, financée et équipée par l'UE pour faire revenir les migrant-es sur le sol libyen.⁵

Dans nos rapports qui visaient à rendre compte et à contester une évolution menant de façon structurelle à la mort des migrant-es en mer, nous pouvons voir une séquence terrible émerger : les pratiques de non-assistance étaient illégales et, sous la pression de la société civile, elles ne pouvaient pas être maintenues. Par conséquent, celles-ci ont été remplacées par une politique de non-assistance visant à dissuader les migrant-es. Cependant, les migrant-es n'ont pas été découragés et, face à cette politique ratée, en poursuivant l'objectif désespéré de fermer à nouveau la Méditerranée, l'UE et ses États membres optent désormais pour une politique de fermeture violente, par le refoulement inversé, la mise en détention et en reléguant les migrant-es sur la rive sud de la Méditerranée. Pourront-ils y parvenir ? Rien n'est moins sûr et les « victoires » du régime frontalier européen ont toujours été de courte durée face aux mouvements indisciplinés des migrant-es. Ce qui est certain, c'est que tout au long de ce contexte en pleine évolution à la frontière maritime, l'Alarm Phone a été et demeure un outil crucial pour soutenir les migrant-es dans l'exercice de leur liberté de circulation et pour contester la violence des frontières.

- 1 Pour la reconstruction de ces événements, voir notre rapport : www.forensic-architecture.org/wp-content/uploads/2014/05/FO-report.pdf. Notre animation vidéo *Liquid Traces* résume nos découvertes : <https://vimeo.com/128919244>.
- 2 <http://watchthemed.net/reports/view/32>, page consultée le : 08/01/2017.
- 3 Voir : <https://deathbyrescue.org/>
- 4 Voir : <https://blamingtherescuers.org/>
- 5 <https://www.amnesty.org/en/documents/eur30/6319/2017/en/>

126



127

5

Perspectives :
dans quelle
société
voulons-
nous vivre !?

Dans quelle société voulons-nous vivre !?

Par Hagen Kopp

« Le 12 avril 2017, à l'initiative de la société civile, un petit avion a décollé au-dessus de la Méditerranée centrale, au-dessus de la frontière la plus meurtrière du monde. Contre le nombre élevé de décès en mer. Les partisans sont tous d'accord : 'Des passages sûrs. Maintenant !' La mort de milliers de personnes pourrait être évitée dès demain, si les gens pouvaient prendre un avion ou un ferry pour venir en Europe. Une décision politique que les responsables de l'UE et des États membres refusent de prendre. La mer est utilisée comme un moyen de dissuasion mortel. Aucune technologie ou opération militaire n'est jugée trop coûteuse pour atteindre cet objectif. Aucun accord, y compris ceux conduisant à des refoulements et à l'enfermement dans des camps en Afrique du Nord, n'est jugé comme trop sale. Avec des bateaux et un avion, nous prenons position contre la normalisation de la mort et de la souffrance. Chaque fois que cela sera nécessaire, tout au long de l'été, afin d'observer et de sauver. Dans une zone où le droit n'existe pas. Vers une Europe accueillante. »

Ces lignes, préparées pour le lancement de l'opération aéroportée de Moonbird, sont encore tout à fait représentatives des luttes en cours contre l'externalisation des frontières européennes. Afin de détourner l'attention de l'implication de l'Europe dans la création de la « frontière la plus meurtrière du monde », un discours a été fabriqué qui blâme exclusivement les actions des « contrebandiers ». Mais sans le régime des frontières, des visas et des routes dangereuses, la « contrebande humaine » n'existerait tout simplement pas. Cette stratégie visant à dissimuler les actions sales de l'Europe, ce camouflage, a des conséquences désastreuses sur la vie réelle. Que ce soit en décrivant les ONG comme des « facteurs d'attraction », en leur imposant un « code de conduite », ou bien par le

130

131

lancement d'une campagne de criminalisation des activités de sauvetage en mer, accusant celles-ci de faciliter l'immigration clandestine – toutes ces étapes se sont rapidement accélérées. L'appareil de propagande raciste, qui se compose de Frontex, de politicien-nes qui créent des politiques de dissuasion, ainsi que l'extrême droite – située quelque part entre Berlin, Varsovie et Rome – semble bien fonctionner en ce moment (septembre 2017).

Mais même si les sauveteurs-euses sont transformées en criminelles, la vérité l'emportera : toute personne qui se noie en Méditerranée est victime de formes de violence structurelle consciemment acceptées. Ou, pour reprendre les termes de Jean Ziegler au sujet des victimes de la famine dans ce monde : chaque mort en mer est un meurtre perpétré par le régime des frontières !

La liberté de circulation est et demeure un droit humain

«... un jour, nous serons tenus responsables de toutes les personnes qui perdent leur vie en cherchant une vie meilleure. » Ce sont les mots de Leoluca Orlando, le maire de Palerme, prononcés lors une interview avec un journal suisse en juillet 2017. Avec une clarté impressionnante, il a réaffirmé ce sentiment qui étaye son travail de plaidoyer depuis des années. Dans une autre interview, il ajoute : « Chaque être humain devrait pouvoir décider librement de l'endroit où il ou elle veut vivre. Personne ne devrait être obligé de partir. La liberté de circulation est un droit humain. » Il n'est plus seul à avoir cette position. Des voix similaires ont émergé des mairies de Naples et de Barcelone, s'opposant radicalement à la militarisation actuelle des frontières et à la criminalisation de la migration.

Assistons-nous à une réponse de la politique locale, faite avec empathie et raison, face aux politiques dominantes d'exclusion de l'UE sur les plans national et supranational ? Est-ce que ces tentatives peuvent, avec l'appui des mouvements hétérogènes de la société civile, se renforcer et s'étendre afin de contrer la propagande raciste virulente que l'on voit partout ? En ces temps où la société se polarise de manière exacerbée, est-il possible de créer des piliers sur lesquels un espace méditerranéen ouvert pourrait être construit, nous menant vers plus de solidarité et

d'alternatives sans frontières ? Est-ce que l'émergence de villes solidaires des deux côtés de la mer nous rapproche de la réalisation de « Ferries (pas Frontex) » pour tous ?

Contre le racisme d'ici et d'ailleurs

Le long été de la migration en 2015, la percée dans les Balkans et la « vague de bienvenue » ont démontré ce qui est possible. Le régime des frontières et la propagande de droite, mobilisés de toutes parts, ont été repoussés. Au lieu de se préoccuper de la peur et de la sécurité, l'ouverture et la volonté d'offrir de l'aide ont dominé, même si ce ne fut que durant quelques mois. Nous ne devrions jamais oublier ces expériences, malgré et contre le « recul » en cours. Ce mouvement pour la justice récemment créé continue d'exister et son fondement est devenu plus fort, au moins dans les principaux pays d'arrivée. En Allemagne, plus de 430 000 personnes ont réussi à obtenir un statut de résidence légale. Pendant la première moitié de 2017, 190 000 autres personnes y sont également parvenues. Cela est sans précédent dans notre histoire récente et cela est devenu une réalité, malgré et contre le resserrement excessif des lois et les mesures extrêmes d'expulsion.

De nouvelles chaînes de migration sont donc émergentes, à travers le regroupement familial légal ainsi que des formes continues de migration informelle. Ceci est et sera la réalité des choses que les mouvements sociaux hétérogènes luttant pour l'égalité des droits doivent défendre, à tous les niveaux, contre les formes complexes de racisme. L'appel à la manifestation « *We'll Come United* » à Berlin a trouvé le ton juste : « Notre société se constitue d'une multiplicité diversifiée, non seulement ces deux dernières années, mais pour des centaines d'années. Qui réside réellement là où ses ancêtres sont nés et qui travaille encore sur son lieu de résidence ? Les gens n'ont jamais cessé d'arriver et de partir. Rien ne peut justifier des droits inégaux. Que vous soyez de Syrie, de Grèce, de Macédoine, du Nigeria, du Maroc ou du Bade-Wurtemberg. Qu'il s'agisse du droit au logement, à l'éducation, au travail, à la mobilité ou du droit à la santé. Les droits sociaux et politiques existent pour toutes les personnes qui sont ici. Sans exception, et dès le début. »

132

Conserver des routes ouvertes !

Intervention, documentation, mise en réseau : depuis trois ans, l'Alarm Phone a été actif dans les trois régions de la Méditerranée. Nous sommes convaincu·es que la mise en place et le développement de structures de la vie quotidienne sont les moyens les plus durables de résister à la dissuasion dominante, ainsi qu'aux politiques et aux discours d'externalisation. Nous considérons l'Alarm Phone comme un moyen d'offrir de la solidarité aux personnes en transit, au sein de ce qu'on pourrait appeler le « Chemin de fer clandestin » (« *Underground Railroad* ») des mouvements migratoires illégalisés. Nous sommes un point nodal transnational et multilingue, ayant différents liens avec des réseaux en croissance qui luttent pour la liberté de circulation.

« *Ferries not Frontex* » demeure notre slogan principal. L'association allemande pour la recherche en matière de migration, FFM (Forschungsgesellschaft Flucht und Migration) a concrétisé cette demande en plaidant pour des « Ferries maintenant » en mai 2017 : « Qui veut être élu ne devrait pas soutenir la demande de ferries ? Une grande partie de la population ne se sent désormais plus représentée par une classe politique qui laisse les gens se noyer. N'ayez pas peur ! Oui, des centaines de milliers de personnes viendraient. Leur arrivée serait préoccupante pour certains, mais elle ne menacerait personne. Ce serait le plan de relance économique dont l'Europe a si désespérément besoin, et les transferts de fonds constitueraient l'aide la plus importante pour la reconstruction de l'Afrique. Et au bout d'un ou deux ans, les ferries seraient pleins de migrant·es voulant rendre visite à leur famille ou y retourner pour toujours. N'ayez pas peur des migrant·es ! Craignez l'inhumanité ! Craignez l'injustice criante et le cynisme du manque d'aide. Le droit fondamental de migrer existe, mais il n'existe pas de droit permettant aux gens de mourir de faim et de se noyer. »

133

Chaque jour, nous éprouvons les souffrances et les morts produites par la politique de l'exclusion. Les blessures profondes infligées par les clôtures qui sont de plus en plus hautes. Nous savons aussi que les conditions et les types de lutte sont diversifiés. Pour ces raisons, nous pensons qu'il est crucial de créer et de renforcer les liens, d'avoir des luttes

communes pour l'égalité des droits et la liberté de circulation. Que ce soit au niveau local ou transnational, des frontières européennes externes jusqu'aux centres urbains, dans la vie de tous les jours et à travers des campagnes politiques : de nouvelles structures et formes de mobilisation se sont développées, soutenues par un engagement tenace et continu, et celles-ci sont capables de mettre en mouvement de nouvelles dynamiques de résistance.

DE TOUTE ÉVIDENCE, NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE DE CONTESTATION.
WATCHTHEMED ALARMPHONE

134



Début de la manifestation
« We'll Come United »
à Berlin, le 16 septembre 2017
Photo : LiHU



Lampedusa in Hanau
Manifestation le 9 septembre 2017 en solidarité
avec l'organisation de sauvetage Jugend Rettet
qui est criminalisée.
Photos : Fish in Water Films





Opération de sauvetage effectuée
par Sea-Watch et Jugend Rettet
en Méditerranée centrale.
Photo : Sea Watch



Photos de l'action « Ferries not Frontex »,
dans le détroit de Gibraltar, septembre 2016
Photo : privée



Guide « Welcome to Greece »
<http://w2eu.info>
Photo : Dorothea Köhler



Guide « Welcome to Italy »
<http://w2eu.info>
Photo : Carovane Migranti

« *Ferries not Frontex* », action de solidarité
avec les ONG engagées dans le sauvetage,
à Cologne, mai 2017.

Photo : Alarm Phone Cologne



FERRARIES

NOT

FRONTIER

www.welcome-united.org

RÉSEAUX

AFRIQUE EUROPE INTERACT

Afrique-Europe-Interact est un petit réseau transnational, fondé au début de l'année 2010.

<http://afrique-europe-interact.net>

BOATS 4 PEOPLE

Boats4People est un regroupement de 14 organisations situées dans 7 pays, créé pour défendre les droits des migrant-es en mer.

www.facebook.com/boats4people

BORDERLINE EUROPE

borderline-europe est une association indépendante de tout parti politique ou gouvernement.

www.borderline-europe.de

FORSCHUNGSGESELLSCHAFT

FLUCHT UND MIGRATION

La FFM est, depuis 1994, une association indépendante favorisant la recherche et la documentation en matière de migration.

<http://ffm-online.org>

MOVING EUROPE

Moving Europe est un petit réseau, fondé à la fin de l'été 2015 et présent en permanence dans les villes de la route des Balkans de 2015 à juillet 2016. Il est toujours actif et s'engage dans la mise en réseau de différents groupes le long de la route des Balkans..

<http://moving-europe.org>

NOBORDERS MOROCCO

No Borders Morocco – Morocco Migrant Solidarity est un réseau de militant-es et migrant-es entre le Maroc et l'Europe.

<https://beatingborders.wordpress.com>

VOIX DES MIGRANTS

Voix des Migrants est une initiative créée par et pour les migrant-es, dont l'objectif est la sensibilisation à la situation des migrant-es et des réfugié-es et la mobilisation concernant la défense de leurs droits.

www.voixdesmigrants.com

WATCHTHEMED

WatchTheMed est une plate-forme de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant-es aux frontières maritimes de l'UE, elle fut lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats4people.

www.watchthemed.net

WELCOME 2 EUROPE

Welcome 2 Europe fournit des informations pouvant être utiles aux réfugié-es et aux migrant-es durant leur voyage vers et à travers l'Europe.

www.w2eu.info

REMERCIEMENTS

L'ALARM PHONE VOUDRAIT REMERCIER...

... TOUS LES MILLIERS DE RÉFUGIÉ·ES ET DE MIGRANT·ES

qui nous ont appelés lorsqu'ils-elles ont dû faire face à des situations de détresse : votre confiance et votre courage sont pour nous une immense faveur. C'est grâce à votre détermination que nous pouvons continuer de lutter.

... PÈRE MUSSIE ZERAI

et toutes les **PERSONNES** actives dans nos **RÉSEAUX ASSOCIATIFS** qui ont partagé et nous ont transmis des cas de détresse, qui nous ont inspiré par leurs connaissances et engagement.

... LA FLOTTE HUMANITAIRE PRÉSENTE DANS LA MER MÉDITERRANÉE CENTRALE —

et tout particulièrement nos ami·es de **SEA-WATCH** et de **JUGEND RETTET** – avec qui nous avons coopéré dans d'innombrables cas de détresse et dont l'engagement tenace a empêché la mort en mer de milliers d'autres personnes.

... TOUS LES PÊCHEURS COURAGEUX

qui ont secouru des centaines de personnes en détresse dans les différentes zones de la Méditerranée et de l'océan Atlantique.

... TOUS LES ÉQUIPAGES

des navires cargo qui n'ont pas hésité à réagir rapidement aux SOS et qui ont offert leur aide, même lorsqu'ils n'étaient pas équipés ou formés pour mener des opérations de sauvetage.

... TOUS LES MEMBRES DE LA GARDE CÔTIÈRE

dans les centres d'opérations de sauvetage, et celles et ceux qui sont parti·es en mer et qui ont fait de leur mieux pour secourir les migrant·es et les réfugié·es en détresse et qui, contrairement à certain·es de leurs collègues, n'ont pas été impliqués dans des pratiques violentes et inhumaines, comme l'absence de sauvetage, les refoulements, les attaques et les interceptions.

... TOU·TES NOS AMI·ES

qui ont partagé avec nous leurs propres expériences de la traversée de la mer en bateau : parler avec vous nous a permis de mieux comprendre toute la situation.

... NOS INNOMBRABLES AMI·ES

qui ont écouté nos équipes de permanence lorsque celles-ci avaient besoin de parler à quelqu'un.

... TOUS CEUX ET TOUTES CELLES QUI LUTTENT

chaque jour pour la liberté de circulation et l'égalité des droits pour tou·tes.

148

DONS

ENFIN, NOUS SOMMES TOUJOURS HEUREUX·EUSES DE RECEVOIR DES DONS POUR MENER À BIEN NOTRE PROJET. L'ALARM PHONE A BESOIN DE SOUTIENS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES POUR :

- **MAINTENIR NOTRE ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE**, pouvoir appeler les téléphones satellites des bateaux de migrant·es et recharger le crédit de ces téléphones
- **DIFFUSER NOTRE NUMÉRO D'APPEL** sur des cartes de visite dans différentes langues au sein communautés de migrant·es
- distribuer des **BROCHURES D'INFORMATION** sur les risques en mer
- créer des **SUPPORTS DE COMMUNICATION** pour les campagnes contre Frontex et le régime des frontières
- mener **DES RECHERCHES** et établir des réseaux dans les différentes régions de transit

COORDONNÉES BANCAIRES POUR LES DONS :

Forschungsgesellschaft Flucht & Migration

Sparkasse der Stadt Berlin

IBAN: DE68 10050000 0610024264

BIC: BELADEBEXXX

Objet du virement : Watchthemed Alarm Phone

149

GLOSSAIRE

AIS L'*Automatic Identification System* ou Système d'identification automatique (SIA) est un système d'échanges automatisés permettant de surveiller le trafic maritime. Les navires sont localisés par satellite ou à terre.

BOZA C'est le cri des migrant-es ouest-africain lorsqu'ils-elles atteignent l'Europe.

CODE DE CONDUITE La Commission européenne a demandé à l'Italie d'élaborer un « code de conduite » à l'intention des ONG effectuant des missions de recherches et des opérations de sauvetage en Méditerranée. Celui-ci vise à accroître la pression exercée sur les organisations civiles et à menacer leurs opérations de recherche et de sauvetage.

DIRECTIVE EUROPÉENNE 2001/51/CE

Directive de l'UE datant de juin 2001 qui oblige les transporteurs à payer le voyage de retour d'une demandeur-euse d'asile qui se voit refuser l'asile. Par conséquent, les entreprises de transport n'acceptent généralement pas les migrant-es sans papiers valides.

ACCORD EU-TURQUIE

Cet accord est entré en vigueur le 20 mars 2016. Il stipule que toutes les « migrant-es en situation irrégulière » arrivées en Grèce à partir de cette date doivent être renvoyées en Turquie.

EUNAVFOR MED Opération militaire de l'UE lancée en juin 2015 pour lutter

contre le « trafic de migrant-es » en Méditerranée. En été 2017, celle-ci a été prolongée jusqu'à fin 2018.

FRONTEX Agence de gestion des frontières extérieures de l'UE, fondée en 2004 et basée à Varsovie. Ses tâches principales sont la coordination des politiques frontalières nationales et la protection des frontières de l'UE contre l'immigration irrégulière. Symbole et bras armé de l'Europe forteresse.

HARRAGA « Ceux-Celles qui brûlent [les frontières] » en langue arabe. C'est ainsi que se désignent les migrant-es nord-africain-es qui traversent la Méditerranée par bateau et sans visa.

HOTSPOT Centres d'enregistrements des migrant-es, déployés par des équipes mobiles → **Frontex** sur certains sites aux frontières de l'UE, afin de faciliter les contrôles d'identification et d'accélérer les déportations. Le premier hotspot a été ouvert le 17 septembre 2015 sur l'île de Lampedusa, un autre en octobre 2015 à Moria, sur l'île de Lesbos.

NUMÉRO IMO Numéro de l'Organisation maritime internationale. Nombre de sept chiffres permettant d'identifier le nom du navire et son-sa propriétaire.

INTERCEPTION Arrêt des migrant-es en mer au sein du territoire d'un État qu'ils-elles ont quitté et où ils-elles sont contraint-es de retourner par la police

des frontières concernée. À ne pas confondre avec un sauvetage ou une → opération SAR.

OIM Organisation internationale pour les migrations, fondée en 1951. Cette organisation intergouvernementale pour la gestion des migrations coopère étroitement avec les gouvernements.

MARE NOSTRUM Opération aérienne et navale de la marine italienne visant à mener des opérations → SAR à grande échelle en Méditerranée centrale et qui fut en mesure, durant l'année 2013/14, de secourir près de 150 000 migrant-es.

MOONBIRD Mission aérienne civile en Méditerranée centrale, initiée par Sea-Watch et l'Humanitarian Pilots Initiative, afin de repérer les bateaux dans une zone plus large et de coordonner les opérations de secours.

M RCC Centre de coordination des secours en mer. Organisme principale de recherche et de sauvetage, responsable de la coordination et du contrôle des opérations → SAR.

PULL-BACK Refoulement illégal de migrant-es en mer vers le pays de départ ; à la différence du → **push-back**, le pull-back ou « refoulement inversé » est effectué par les autorités du pays de départ – généralement avec le consentement des autorités du pays de destination.

PUSH-BACK Refoulement illégal de migrant-es en mer vers les eaux internationales ou vers le pays de départ, effectué par les autorités du pays de destination. Les migrant-es sont dans ce cas privées du droit de demander l'asile. Voir également → **pull-back**.

ESPACE SCHENGEN Zone des pays européens ayant une politique commune en matière de visas et n'effectuant pas de contrôles généraux à leurs frontières communes. Des contrôles ponctuels sont néanmoins effectués et, plus récemment, les contrôles aux frontières ont été réintroduits.

ZONE / OPÉRATION SAR Zone ou opération de recherche et de sauvetage. La Méditerranée est divisée en zones SAR nationales. Si un bateau se trouve en détresse, le → **M RCC** concerné est obligé de lancer une opération SAR afin de sauver ce bateau.

THURAYA Fournisseur de téléphone satellite des Émirats Arabes Unis, ce mot désigne également le téléphone satellite lui-même. Sa couverture s'étend sur l'ensemble de la mer Méditerranée.

TRITON Opération de sécurité frontalière effectuée par → **Frontex**. Cette opération a débuté le 1er novembre 2014, à la suite de → **Mare Nostrum**, mais avec un budget plus restreint. Sa mission principale est de contrôler les frontières, le sauvetage étant un aspect secondaire.

WATCHTHEMED Plate-forme de documentation et de cartographie en ligne visant à surveiller les décès et les violations des droits des migrant-es aux frontières maritimes de l'UE, lancée le 5 décembre 2013 dans le cadre de la campagne Boats-4people : <http://watchthemed.net>

ZODIAC Terme couramment employé pour désigner un bateau pneumatique à moteur. L'entreprise française Zodiac est le principal producteur de ce type de bateau, souvent utilisé pour traverser la Méditerranée.

MENTIONS LÉGALES

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Maurice Stierl, Marion Bayer,
Hagen Kopp

TRADUCTION ET RELECTURE

BUEROZWEI Berlin
et les traducteurs et traductrices
volontaires de l'Alarm Phone

SÉLECTION DES IMAGES

Lisa Groß

CONCEPTION

www.bildargumente.de

MISE EN PAGE

gut&schön Zurich,
Annegreth Schärli

CONTACT

Si vous avez connaissance d'une situa-
tion d'urgence ou d'un cas détresse en
mer Méditerranée, appelez-nous au :
+334 86 51 71 61

Si vous souhaitez nous contacter pour
une interview ou au sujet d'un rapport,
ou si vous souhaitez soutenir notre
travail :
wtm-alarm-phone@antira.info

Pour les demandes concernant les mé-
dias, nos équipes régionales peuvent
être contactées directement. Pour plus
d'informations :
<http://alarmphone.org/en/media>

www.alarmphone.org

www.watchthemed.net

www.facebook.com/watchthemed.alarmphone

https://twitter.com/alarm_phone

Dans cette brochure, publiée à l'occasion de notre troisième année d'activité, nous revenons sur les différentes expériences du réseau WatchTheMed Alarm Phone qui apporte son soutien aux personnes pendant leur migration. Entre octobre 2014 et octobre 2017, notre projet d'assistance téléphonique a traité plus de 1840 situations d'urgence dans les trois principales régions de la mer Méditerranée, et a ainsi soutenu les luttes pour la liberté de circulation.

L'année 2015, où plus d'un million de personnes ont traversé la mer pour se rendre en Europe, reste historique, mais a été suivie par une période de répression sévère, durant laquelle le régime des frontières de l'UE a très fortement renforcé ses dispositifs de dissuasion. Des milliers de personnes ont perdu la vie en mer, beaucoup d'autres restent emprisonnées dans des conditions insupportables et ne peuvent pas s'échapper. Mais, néanmoins, à chaque fois que le téléphone sonne, nous nous rendons compte que celles et ceux qui prennent la route continuent de trouver leur chemin, défient obstinément les barrières artificielles et parviennent à faire valoir leur droit de circuler.